

MEMORIAL

Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg

RECUEIL DES SOCIETES ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1291 19 mai 2015

SOMMAIRE

Alba Cbc S.à r.l	I.02 Immoglobal s.à r.l	1922
Alpina Grundbesitz GmbH Objekt Puch-	I.04 Wickrange-Hollänner	51922
heim 161932	I.05 Reckange	51939
Alucard Finance Holding S.A61924	IK Investment Partners B S.à r.l	51922
Bock Capital Investors S.à r.l61944	Jesada S.A	51968
BPI XIII S.à.r.l	Johnson Controls Luxembourg Treasury	
BPR Holdings S.à r.l	S.à r.l	51939
Bridel Adjacent Holdco S.à.r.l 61943	Macaines Mining Properties S.à r.l	5 <mark>196</mark> 8
Brissond Investissements S.A 61922	NDH Communication	51965
Britmar S.A. SPF 61923	Parkstadt Center	51927
Brussco Sàrl61923	Patagonia Finance S.A	51926
Cadax Ventures S.A61924	Payabo Investments S.à r.l	51925
Caledonia S.à r.l	Phargogest S.A	51925
Castel JV S.à r.l	Pilotron S.A	51925
Centre d'Appareillages Orthopédiques	Promotions Terres Noires S.à r.l	51926
KOHNEN, société à responsabilité limi-	Pro Sport S.A	5 192 8
tée 61924	PS Saint Georges S.A. Soparfi	51926
Claudia Eustergerling Design S.à r.l 61923	QSAM	51925
Colex Investments S.A 61939	Quellhorst Minderhout S.A	51927
CORPUS SIREO Investment Residential	Reinet Fund Manager S.A	51927
No. 24 S.à r.l	Riolux Invest S.A	
DKV Luxembourg S.A. 61929	RMC LRC 1	5 192 8
Dream GP S.à r.l61929	Rock-It Cargo International S.à r.l	51927
Driama S.A61929	Tennis Angels A.s.b.l.	
Driama S.A61928	Vesta Investment Sicav	
Dyle Investments S.à r.l		



IK Investment Partners B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 166.962.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 398 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015049250/9.

(150056890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Caledonia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 116.493.

Le bilan au 31/12/2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1 er avril 2015.

Référence de publication: 2015049718/10.

(150057563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 2015.

I.02 Immoglobal s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3980 Wickrange, 7, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 42.933.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour I.02 IMMOGLOBAL S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015049220/11.

(150056808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

I.04 Wickrange-Hollänner, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3980 Wickrange, 7, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 46.286.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour I.04 WICKRANGE-HOLLÄNNER

Signature

Référence de publication: 2015049221/11.

(150056807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Brissond Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 127.195.

EXTRAIT

Par lettre en date du 30 mars 2015, Monsieur Gianluca NINNO a donné sa démission à effet immédiat en tant qu'administrateur unique de la société BRISSOND INVESTISSEMENTS S.A., immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 127195.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mars 2015.

Gianluca NINNO.

Référence de publication: 2015049706/13.

(150057170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.



BPR Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 33, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 164.998.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015049700/9.

(150057520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Brussco Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7232 Bereldange, 1, rue des Jardins.

R.C.S. Luxembourg B 154.074.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015049710/10.

(150057760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Claudia Eustergerling Design S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2725 Luxembourg, 3, rue Nicolas Van Werveke.

R.C.S. Luxembourg B 165.601.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 01/04/2015.

Signature.

Référence de publication: 2015049725/10.

(150057482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Castel JV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 61, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 182.707.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015049722/11.

(150057334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 2015.

Britmar S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 182.046.

Les comptes annuels au 30.06.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30.03.2015.

Pour: BRITMAR S.A. SPF

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015049708/14.

(150057788) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.



Alucard Finance Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 97.859.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 18 mars 2015

Le Conseil décide de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle, 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg vers le 11, Avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg, avec effet au 16/03/2015.

Luxembourg, le 23 mars 2015.

Signature

Signataire autorisé

Référence de publication: 2015048968/13.

(150057028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Cadax Ventures S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 183.085.

Extrait de la décision de l'actionnaire unique de la Société, prises le 02/02/2015 devant Maxime ANDRES, Comptable, sis au 21 Bd Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg

Décision de l'actionnaire unique: nomination du Reviseur d'Entreprise Agréé

La société Ernst & Young S.A., sise au 7 rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, est nommée en tant que Reviseur d'Entreprise Agréé pour la réalisation de l'audit statutaire de la Société pour la période du 24/12/2013 (date du transfert du siège de la société) au 31/12/2013, ainsi que pour l'année se terminant au 31/12/2014.

Francis BENTO

Actionnaire unique

Référence de publication: 2015049717/15.

(150057325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 2015.

C.A.O. - Orthochaussures S.à r.l., Centre d'Appareillages Orthopédiques KOHNEN, société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8008 Strassen, 134, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 18.066.

Extrait des décisions collectives prises par les associées en date du 30 mars 2015

L'an deux mille quinze, le trente mars, se sont réunies les associées de la société à responsabilité limitée Centre d'Appareillages Orthopédiques KOHNEN, société à responsabilité limitée, en abrégé: C.A.O.-Orthochaussures SARL, susvisée, et ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associées décident de nommer Monsieur Jérôme DELMAS, né le 13/02/1979 à Mende (France), et demeurant à F-83000 Toulon, 571, Chemin de la Calade, comme gérant technique de la société.

Le mandat du gérant technique nouvellement nommé est valable pour une durée indéterminée.

Deuxième résolution

Suite à l'assemblée générale ordinaire annuelle du 3 avril 2013, les associées rappellent la démission de Monsieur Régis BOULLET, de son poste du gérant technique pour les activités de cordonnerie orthopédique.

Troisième résolution

Les associés décident de changer le pouvoir de signature de la société pour tous les gérants en fonction:

Pouvoir de signature: La société sera en toutes circonstances valablement engagée par les signatures conjointes du gérant technique et du gérant administratif.

Pour extrait conforme

Les associées

Référence de publication: 2015049724/25.

(150057646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.



QSAM, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy. R.C.S. Luxembourg B 88.790.

C.S. Luxeilibe

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015050095/9.

(150057806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 2015.

Payabo Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 160.363.

Les comptes annuels au 14 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Pavabo Investments S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015050062/11.

(150057603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Pilotron S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-8008 Strassen, 98, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 37.925.

La société PILOTRON SA (RCS B 37.925) décide de nommer la Fiduciaire Luxembourg Paris Genève Sàrl (RCS B 84.426) ayant son siège social à L-1651 Luxembourg, le 15-17, avenue Guillaume, comme dépositaire de ses actions au porteur en date du 31 mars 2015.

Bernard MOXHET Administrateur-délégué

Référence de publication: 2015050077/12.

(150057244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 2015.

Phargogest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8506 Redange-sur-Attert, 30L, rue de Niederpallen.

R.C.S. Luxembourg B 140.605.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire du 15 janvier 2015

Renouvellement du mandat des administrateurs pour une durée de 6 ans:

Madame Christiane NOËL, née le 11/03/1951 à Chenee, demeurant à B-6970 Tenneville, 13 rte de Bastogne

Monsieur Richard BOLLY, né le 26/03/1945 à Fize-Fontaine, demeurant à B-4850 Moutzen, 327 Gulpen

Monsieur Marc CREPEL, né le 14/10/1949 à Zwevegem, demeurant à L-8506 Rédange-sur-Attert, An der Gaessel 5

Monsieur Klaus REUL, né le 21/12/1958 à Eupen, demeurant à B-4700 Eupen, 11 Avenweg

Nomination de Monsieur Benoit RENARD, né le 01/07/1963 à Charleroi, demeurant à B-6120 Ham-sur-Heure-Nalinnes, 3 Place du Centre (NAL), comme administrateur pour une durée de 6 ans.

Renouvellement du mandat de l'administrateur délégué pour une durée de 6 ans:

Monsieur Marc CREPEL, né le 14/10/1949 à Zwevegem, demeurant à L-8506 Rédange-sur-Attert, An der Gaessel 5 Démission de FIDUCIAIRE ET EXPERTISES (Luxembourg) S.A., RC Luxembourg B 70909, 53 Route d'Arlon L-8211 Mamer en tant que commissaire aux comptes.

Nomination de FGA (Luxembourg) S.A., RC Luxembourg B 61096, 53 Route d'Arlon L-8211 Mamer en tant que commissaire aux comptes pour une durée de 6 ans.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015050075/22.

(150057166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.



Patagonia Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert. R.C.S. Luxembourg B 82.186.

Extrait des résolutions des associés

En date du 31 mars 2015 les associés de la Société ont décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Jean Gil Pires, en tant qu'administrateur de la Société et ce avec effet immédiat.
- de nommer Harald Thul, né le 13 mars 1972 à Bonn-Beuel (Allemagne), demeurant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453, Luxembourg en tant qu'administrateur de la Société pour une période de 6 (six) ans, et ce avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2015.

Salvatore Rosato

Mandataire

Référence de publication: 2015050073/17.

(150057504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 2015.

Promotions Terres Noires S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4818 Rodange, 21, avenue Dr Gaasch.

R.C.S. Luxembourg B 86.151.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 26 mars 2015, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, 6 ème chambre, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la Société.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Anita Lecuit, juge, et liquidateur Maître Max Mailliet, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 16 avril 2015 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal (B.P. 23, L-2010 Luxembourg).

Pour la société en liquidation

Me Max Mailliet

Le liquidateur

Référence de publication: 2015050091/18.

(150057150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 2015.

PS Saint Georges S.A. Soparfi, Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 88.524.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du trois juillet 2014, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le Juge-commissaire en son rapport oral, le Liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes par liquidation les opérations de liquidation de la société anonyme PRODIGO S.A., avec siège social à L-8010 Strassen, 270, route d'Arlon, de fait inconnue à cette adresse, société qui, suivant assemblée générale du 5 mai 2011, a changé sa dénomination en PS SAINT GEORGES S.A. SOPARFI et transféré son siège social à L-2633 Senningerberg, 6d, route de Trèves, inscrite auprès du Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 88524, ordonnées par jugement du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, du 9 juin 2011.

Pour extrait conforme Christian Steinmetz

Le liquidateur

Référence de publication: 2015050092/19.

(150057379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.



Parkstadt Center, Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer.

R.C.S. Luxembourg B 138.193.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Parkstadt Center S.A.

Référence de publication: 2015050060/10.

(150057713) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Quellhorst Minderhout S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 70.574.

Les comptes annuels au 31 mai 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Quellhorst Minderhout S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2015050093/11.

(150057382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Reinet Fund Manager S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 141.351.

Extrait de résolutions circulaires de l'actionnaire unique de la Société en date du 18 mars 2015

L'actionnaire unique accepte la démission de:

Mr Josua MALHERBE

Mr Eloy MICHOTTE

en tant qu'administrateur de la société avec effet au 18 mars 2015

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1 er avril 2015.

Certifié conforme à l'original

Référence de publication: 2015050099/15.

(150057388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 2015.

Rock-It Cargo International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 113.463.

L'associé unique de la Société nommément Rock-It Cargo Holdings LLC a transféré, en date du 31 mars 2015, l'intégralité des parts sociales qu'il détenait dans la Société, à savoir 500 part sociales à Rock Solid Holdings LLC, une «Limited Liability Company» dûment constituée et existant valablement selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, Comté de New Castle, Delaware 19801, Etats-Unis d'Amérique et enregistrée au Delaware Secretary of State, Division of Corporations sous le numéro 5710848.

De ce fait, l'associé unique de la Société est donc Rock Solid Holdings LLC.

Le 1 er avril 2015.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2015050105/18.

(150057328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 2015.



Pro Sport S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 5, Zone d'Activités Bourmicht. R.C.S. Luxembourg B 81.155.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015050086/9.

(150057613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 2015.

Dyle Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 178.303.

Statuts coordonnés, suite à de l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 4 décembre 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 10 mars 2015.

Référence de publication: 2015049773/11.

(150057327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 2015.

Driama S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 113, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 184.733.

Extrait des résolutions prises par l'administrateur unique le 30 mars 2015:

1) L'Administrateur unique décide de transférer le siège social de la Société au 113, Route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, avec effet au 1 er avril 2015.

L'administrateur unique vous prie de bien vouloir prendre note de son changement d'adresse au:

- 113, Route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, avec effet au 1 er avril 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DRIAMA S.A.

Référence de publication: 2015049772/14.

(150057528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

RMC LRC 1, Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 194.081.

EXTRAIT

Par résolution en date du 31 mars 2015, l'actionnaire unique de la Société a décidé:

- d'accepter avec effet immédiat la démission de M. Bakary Sylla, le 1 ^{er} novembre 1976 au Libéria, de son mandat d'administrateur de la Société;
- de nommer avec effet immédiat, M. Jason Meads, né à Jersey le 7 janvier 1967, résidant professionnellement Suite 128, Floor 1, Liberation Station, St Helier, JE2 3AS, Jersey, en tant qu'administrateur de la Société, pour une période expirant à l'assemblée générale annuelle appelée à approuver les comptes de l'exercice social qui se terminera le 31 décembre 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2015.

Pour extrait conforme

Robert Kimmels

Administrateur

Référence de publication: 2015050113/20.

(150057169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.



Driama S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 184.733.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DRIAMA S.A.

Référence de publication: 2015049771/10.

(150057058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

DKV Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 45.762.

Auszug aus dem Protokoll der außerordentlichen Hauptversammlung von 19. März 2015

Zu TOP 2

Herr Andrew Kielty (*05.01.1962), wohnhaft Georgenstrasse 30, D-80799 München und Herrn Ralph Hochstatter (*03.06.1976), wohnhaft Denninger Strasse 164, D-81927 München scheiden zum 31.03.2015 als Mitglieder des Verwaltungsrates aus.

Référence de publication: 2015049778/12.

(150057211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 2015.

Dream GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 163.043.

Par résolutions signées date du 25 mars 2015, les associés ont pris les décisions suivantes:

- 1. Nomination de Stuart Banks, avec adresse professionnelle au 21-24, Millbank, Millbank Tower, 30 th Floor, SW1P 4QP Londres, Royaume-Uni, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;
- 2. Acceptation de la démission de Philip Richard Sternheimer, avec adresse professionnelle au 21-24, Millbank, Millbank Tower, 30 th Floor, SW1P 4QP Londres, Royaume-Uni de son mandat de gérant, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 30 mars 2015.

Référence de publication: 2015049770/15.

(150057619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 2015.

CORPUS SIREO Investment Residential No. 24 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 131.922.

AUSZUG

Am 16. März 2015 haben die Gesellschafter der Gesellschaft beschlossen:

- Herrn Bernhard Rieksmeier, mit Wirkung zum Ablauf des 31. März 2015 als Geschäftsführer der Gesellschaft abzuberufen;
- Herr Dr. Thomas Gemeinholzer, geboren am 3. Februar 1967 in Baden-Baden, Deutschland, mit Geschäftsanschrift in Jahnstraße 64, 63150 Heusenstamm, Deutschland, mit Wirkung zum 1. April 2015 für unbestimmte Dauer zum Geschäftsführer der Gesellschaft zu ernennen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 30. März 2015.

Référence de publication: 2015049761/17.

(150056176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.



Riolux Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur. R.C.S. Luxembourg B 89.915.

DISSOLUTION

In the year two thousand and fourteen, on the sixteenth of December.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg).

APPFARED:

Mr. Peter VOGEL, director, born on July 14 th , 1933 at OLOMOUC (CZ), and residing at 1, Regents Mews, Langford Place, London M.W8 OLB,

here represented by Mr Bernard FELTEN, lawyer, professionally residing at Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on December 15 $^{\rm th}$, 2014.

Such proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as said before, declares and requests the officiating notary to act:

1) That the public limited liability company ("société anonyme") "RIOLUX INVEST S.A.", (the "Company"), established and having its registered office at 4, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg, inscribed in the Trade and Companies' Register of Luxembourg, section B, under the number 89.915., incorporated pursuant to a deed of Maître Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven, on October 31 st, 2002, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1784 on December 17 th, 2002,

and that the articles of association have not been amended since the incorporation.

- 2) That the corporate capital is set at thirty-one thousand euro (EUR 31,000), represented by three thousand one hundred (3,100) shares with a nominal value of ten euro (EUR 10) each;
- 3) That the appearing party, represented as said before, is the owner of all the shares of the Company (the "Sole Shareholder").
- 4) That the Sole Shareholder declares to have full knowledge of the articles of incorporation and the financial standing of the Company.
- 5) That the Sole Shareholder of the Company declares explicitly, the winding-up of the Company and the start of the liquidation process, with effect on today's date.
- 6) That the Sole Shareholder appoints itself as liquidator of the Company, and acting in this capacity, it has full powers to sign, execute and deliver any acts and any documents, to make any declaration and to do anything necessary or useful so to bring into effect the purposes of this deed.
- 7) That the Sole Shareholder, in its capacity as liquidator of the Company, requests the notary to authentify its declaration that all the liabilities of the Company have been paid or duly provisioned and that the liabilities in relation of the close down of the liquidation have been duly provisioned; furthermore the liquidator declares, that with respect to eventual liabilities of the Company presently unknown, and that remain unpaid, it irrevocably undertakes to pay all such eventual liabilities and that as a consequence of the above all the liabilities of the Company are paid.
- 8) That the Sole Shareholder declares that it takes over all the assets of the Company, and that it will assume any existing debts of the Company pursuant to point 7).
- 9) That the declarations of the liquidator have been certificated, pursuant to a report that remains attached as appendix, established by Ms. Juliet VOGEL, director, born on September 8 th, 1936 in Hendon (Ireland), and residing at 1, Regents Mews, Langford Place, London M.W8 OLB, appointed as "commissaire-to-the-liquidation" by the Sole Shareholder.
- 10) That the Sole Shareholder declares that the liquidation of the Company is closed and that any registers of the Company recording the issuance of shares or any other securities shall be cancelled.
- 11) That full and entire discharge is granted to the directors and the auditor of the Company for the performance of his assignment, and at the "commissaire-to-the-liquidation" as well.
- 12) That the books and documents of the Company will be kept for a period of five years at least at the former registered office of the Company at 4, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is evaluated at approximately one thousand two hundred euro (EUR 1,200).



Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document. After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us the notary the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le seize décembre.

Pardevant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

Monsieur Peter VOGEL, dirigeant de société, né le 14 juillet 1933 à OLOMOUC (CZ), et demeurant à 1, Regents Mews, Langford Place, London M.W8 OLB,

ici représenté par Monsieur Bernard FELTEN, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivré le 15 décembre 2014.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare et requiert le notaire instrumentant d'acter:

1) Que la société à responsabilité limitée RIOLUX INVEST S.A., (la "Société"), établie et ayant son siège social au, 4, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 89.915., a été constituée suivant acte reçu par Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, le 31 octobre 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1784 du 17 décembre 2002,

et que les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

- 2) Que le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000.-EUR) représenté par trois mille cents (3.100) actions d'une valeur nominale de dix euros (10.- EUR) chacune.
- 3) Que la partie comparante, représentée comme dit ci-avant, est propriétaire de toutes les actions de la Société (l'"Actionnaire Unique").
 - 4) Que l'Actionnaire Unique déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société.
- 5) Que l'Actionnaire Unique prononce explicitement la dissolution de la Société et sa mise en liquidation, avec effet en date de ce jour.
- 6) Que l'Actionnaire Unique se désigne comme liquidateur de la Société, et agissent en cette qualité, il aura pleins pouvoirs d'établir, de signer, d'exécuter et de délivrer tous actes et documents, de faire toute déclaration et de faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour mettre en exécution les dispositions du présent acte.
- 7) Que l'Actionnaire Unique, dans sa qualité de liquidateur, requiert le notaire d'acter qu'il déclare que tout le passif de la Société est réglé ou provisionné et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment couvert; en outre il déclare que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus, et donc non payés, il assume l'obligation irrévocable de payer ce passif éventuel et qu'en conséquence de ce qui précède tout le passif de la Société est réglé.
- 8) Que l'Actionnaire Unique déclare qu'il reprend tout l'actif de la Société et qu'il s'engagera à régler tout le passif de la Société indiqué au point 7).
- 9) Que les déclarations du liquidateur ont fait l'objet d'une vérification, suivant rapport en annexe, conformément à la loi, établi par Madame Juliet VOGEL, administrateur de sociétés, née le 8 septembre 1936 à Hendon (Ireland), et demeurant à 1, Regents Mews, Langford Place, London M.W8 OLB, désignée "commissaire à la liquidation" par l'Actionnaire Unique de la Société.
- 10) Que l'Actionnaire Unique déclare que la liquidation de la Société est clôturée et que tous les registres de la Société relatifs à l'émission des actions ou de tous autres valeurs seront annulés.
- 11) Que décharge pleine et entière est donnée aux administrateurs et commissaires pour l'exécution de leur mandats, ainsi qu'au commissaire à la liquidation.
- 12) Que les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq ans au moins à Luxembourg à l'ancien siège social de la Société au 4, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à mille deux cents euros (1.200.- EUR).

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: B. Felten et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 23 décembre 2014. Relation: LAC/2014/62803. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 30 mars 2015.

Référence de publication: 2015049472/124.

(150056440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Alpina Grundbesitz GmbH Objekt Puchheim 1, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 51.200,00.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 16, rue Beck. R.C.S. Luxembourg B 195.734.

STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the fourteenth day of January.

Before US Maître Francis Kesseler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

- Hyresbostäder I Sverige III Gul AB, a company validly existing under the laws of Sweden, having its registered office at c/o NewSecn Asset Management AB, Box 11405, 40429 Goeteborg, Sweden and registered with the Swedish companies registration office under number 556645-9730 (the "Shareholder 1"), holder of forty-eight thousand three hundred eighty-four (48,384) shares, with a par value of one Euro (EUR 1) each, out of the fifty-one thousand two hundred (51,200) shares issued by the Company (as defined below), and.
- Markarydsbostäder Syd AB, a company validly existing under the laws of Sweden, having its registered office at c/o NewSecn Asset Management AB, Box 11405, 40429 Goeteborg, Sweden and registered with the Swedish companies registration office under number 556665-9990 (the "Shareholder 2"), holder of the remaining two thousand eight hundred sixteen (2,816) shares, with a par value of one Euro (EUR 1) each, out of the fifty-one thousand two hundred (51,200) shares issued by the Company (as defined below);

together referred hereafter as the "Shareholders";

here represented by Ms. Sofia Afonso-Da Chao Conde, notary's clerk, with professional address at 5, rue Zenon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of proxies given respectively by the Shareholders on November 7, 2014.

The said proxies, signed ne varietur by the proxyholder of the persons appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties are currently the shareholders of Alpina Grundbesitz GmbH Objekt Puchheim 1, a private limited liability company validly existing under the laws of Germany, having its registered office at Torstraße 138, D-10119 Berlin, Germany and registered with the Handelsregister des Amtsgericht Berlin (Charlottenburg), Amtsgerichtsplatz 1, 14057 Berlin, Germany under file number HRB 104225 (the "Company").

That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

- 1) Consider waiving the convening formalities;
- 2) Acknowledgement, approval and, to the extent necessary, ratification of the decisions of the managing director deciding to establish the place of effective management/place of central administration of the Company in the Grand Duchy of Luxembourg, at 16, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, without the Company being dissolved and with full corporate continuance;



- 3) Confirmation that the legal personality of the Company (i) continues in Luxembourg under the form of a private limited liability company ("Société à responsabilité limitée") with the name "Alpina Grundbesitz GmbH Objekt Puchheim 1" and (ii) continues under the laws of Germany to be regarded as a company validly incorporated in Germany;
- 4) Confirmation of the articles of association of the Company which are in compliance with both the laws of Germany and of the Grand-Duchy of Luxembourg, including the corporate purpose of the Company being:
- (1) The corporate purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in other national or foreign companies, the ownership, administration, development and management of its portfolio in its own name, for its own account, not as a service for third parties. The Company may also hold interests in partnerships, including the role of a general partner.
- (2) The Company may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.
- (3) The corporate purpose of the Company is the renovation, modernization, letting and administration of real estate owned by the Company and third parties as well as the acquisition and the sale of real estate and equivalent rights. Excluded is any business which requires the approval of a governmental entity.
- (4) Within this business object, the Company is entitled to implement all transactions and measures, which may be required and useful, either directly or indirectly, to achieve the above-named business object.
- 5) Approval of the interim balance sheet of the Company acknowledgement of the statement of value of the managing director of the Company;
 - 6) Confirmation of the mandate of the following as directors of the Company for an unlimited period of time:
- Mayte Luterbacher, born on September 15, 1980 in Tübingen, Germany, with professional address at 16, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
- Marcus Kruus, born on May 18, 1975 in Gothenburg, Sweden, with professional address at 16, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
- David Charles Ingwalson, born on February 6, 1966 in Oslo, Norway, with professional address at c/o Obligo Investment Management AS, Box 1753 Vika, 0122 Oslo, Norway;
 - 7) Miscellaneous.

That, on basis of the agenda, the Sole Shareholder takes the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital being represented at the present extraordinary general shareholders' meeting, the Shareholders waive the convening formalities, as they consider having been duly convened and declare having perfect knowledge of the Agenda which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The Shareholders acknowledge, approve and, to the extent necessary, ratify the resolutions of the managing director of the Company deciding to establish the place of effective management/place of central administration of the Company in the Grand Duchy of Luxembourg, at 16, rue Beck, L-1222 Luxembourg, without the Company being dissolved and with full corporate continuance.

Third resolution

The Shareholders confirm that the legal personality of the Company (i) continues in Luxembourg under the form of a private limited liability company ("Société à responsabilité limitée") with the name "Alpina Grundbesitz GmbH Objekt Puchheim 1" and (ii) continues under the laws of Germany to be regarded as a company validly incorporated in Germany.

Fourth resolution

The Shareholders resolve to confirm the articles of association of the Company which are in compliance with both the laws of Germany and of the Grand-Duchy of Luxembourg on the occasion of the transfer of the place of effective management/place of central administration of the Company in the Grand Duchy of Luxembourg. The articles of association of the Company read as follows:

§ 1. Corporate Name. The corporate name of the company is "Alpina Grundbesitz GmbH Objekt Puchheim 1" (in the following referred to as the "Company").

§ 2. Registered Office / Central Administration.

- (1) The Company has its registered office in Berlin.
- (2) The Company's central administration and place of effective management shall be located in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
 - (3) The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

§ 3. Duration, Business Year.

(1) The duration of the Company is indefinite.



- (2) The business year of the Company is the calendar year.
- (3) Each year, the managing director, or the managing directors, prepares an inventory, including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, as well as the balance sheet and the profit and loss account in which the necessary depreciation charges must be made. Each shareholder may inspect the above inventory, balance sheet and profit and loss accounts and, as the case may be, the report of the statutory auditor(s).

§ 4. Object of the Company.

- (1) The corporate purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in other national or foreign companies, the ownership, administration, development and management of its portfolio in its own name, for its own account, not as a service for third parties. The Company may also hold interests in partnerships, including the role of a general partner.
- (2) The Company may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.
- (3) The corporate purpose of the Company is the renovation, modernization, letting and administration of real estate owned by the Company and third parties as well as the acquisition and the sale of real estate and equivalent rights. Excluded is any business which requires the approval of a governmental entity.
- (4) Within this business object, the Company is entitled to implement all transactions and measures, which may be required and useful, either directly or indirectly, to achieve the above-named business object.
- § 5. Share Capital. The share capital of the Company amounts to EUR 51,200.00 (in words: fifty-one thousand two hundred Euros) divided into 51,200 shares of EUR 1.00 each.

§ 6. Management.

- (1) The Company has one or more managing directors who shall be appointed and dismissed ad nutum by the share-holders' meeting of the Company.
- (2) The shareholders' meeting is authorized to award the authority to act alone as legal representative of the company to one or several managing directors.
- (3) The managing directors are bound by applicable law, the articles of association and the resolutions of the share-holders' meeting. They shall run the Company with the diligence of a prudent businessman.

§ 7. Representation.

- (1) If only one managing director is appointed, he shall have sole power of representation. If several managing directors are appointed, the Company is represented by two managing directors jointly.
 - (2) The managing directors are exempted from any statutory limitations of self-contracting.

§ 8. Shareholders' Meeting.

- (1) A resolution of the shareholders adopted at a meeting is required where stipulated by law and the articles.
- (2) Shareholders' meetings shall be called three weeks in advance calculated from the day of posting with the notice stating the time, place and agenda. The day of the meeting is not counted.
 - (3) If no notarial minutes are taken, a written record must be noted as evidence.
- (4) The resolutions of the shareholders' meeting will be passed by simple majority provided that the law and these articles of association do not stipulate otherwise. Each share allows for one vote.
- (5) Shareholders' resolutions can also be passed outside of a formal shareholder's meeting by way of a written circulation procedure or by any other means of communication, provided that all shareholders consent and that there is no stricter form required by law or these articles of association.
- (6) A shareholders' meeting can only pass resolutions if at least three quarters of the share capital is present or represented (quorum). If that is not the case, a new shareholders' meeting with the same agenda must be called which shall represent a quorum and therefore is able to pass resolutions regardless of the share capital present or represented, provided that this was pointed out in the invitation.
- § 9. Distribution of Profits. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit of the Company is allocated to a non-distributable reserve of the Company, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital. The balance of the net profit may be distributed to the shareholder(s) in proportion to its/their shareholding in the Company.

§ 10. Dissolution - Liquidation.

- (1) The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.
- (2) Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholders in accordance with the conditions laid down for amendments



to the articles of association. At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators or shareholders, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

(3) After payment of all the debts of and charges due from the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Fifth resolution

It results from (i) a balance sheet of the Company that the net asset value of the Company is equal to at least fifty-one thousand two hundred Euros (EUR 51,200) and (ii) a statement of value of the managing director of the Company certifying that as of the date hereof, no material change in the business of the Company and/or the Company's affairs has occurred which results in the information contained in the balance sheet being materially incorrect and/or not giving a true and fair view of the Company's financial situation as of the date hereof.

The Shareholders approve the balance sheet of the Company dated September 30, 2014 upon the transfer of its place of effective management/place of central administration in the Grand Duchy of Luxembourg.

Sixth resolution

The Shareholders further resolve to confirm the mandate of the following persons as directors of the Company with immediate effect and for an unlimited period of time:

- Mayte Luterbacher, born on September 15, 1980 in Tübingen, Germany, with professional address at 16, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
- Marcus Kruus, born on May 18, 1975 in Gothenburg, Sweden, with professional address at 16, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
- David Charles Ingwalson, born on February 6, 1966 in Oslo, Norway, with professional address at c/o Obligo Investment Management AS,Box 1753 Vika, 0122 Oslo, Norway.

There being no further business, the meeting is terminated.

The undersigned notary, who understands and speaks English and German, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German translation and on the request of the same appearing parties in case of discrepancies between the English and the German text, the German version will be binding.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day specified at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the persons appearing, the said proxy holder signed together with the notary the present deed.

Follows the german version

Im Jahre zweitausendfunfzehn, den vierzehnten Januar.

Vor mir, Francis Kesseler, Notar mit Amtssitz in Esch-sur-Alzette, Großherzogtum Luxemburg.

Sind erschienen:

- Hyresbostäder I Sverige III Gul AB, ein Unternehmen wirksam nach dem Recht von Schweden, mit Sitz in c/o NewSecn Asset Management AB, Box 11405, 40429 Göteborg, Schweden, eingetragen im Schwedischen Handelsregister unter der Nummer 556645-9730 (der "Gesellschafter 1"), Besitzer von achtundvierzigtausend dreihundert und vierundachtzig Anteilen (48,384), jeder mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1), von den insgesamt einundfünfzigtausend zweihundert (51,200) durch die Gesellschaft ausgegeben Anteilen (wie nachstehend definiert); und.
- Markarydsbostäder Syd AB, ein Unternehmen wirksam nach dem Recht von Deutschland, mit Sitz in c/o NewSecn Asset Management AB, Box 11405, 40429 Göteborg, Schweden, eingetragen im Schwedischen Handelsregister unter der Nummer 556665-9990 (der "Gesellschafter 2"), Besitzer von zweitausend achthundert und sechzehn Anteilen (2,816), jeder mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1), von den insgesamt einundfünfzigtausend zweihundert (51,200) durch die Gesellschaft ausgegeben Anteilen (wie nachstehend definiert);

Beide nachstehend die "Gesellschafter";

Hier vertreten durch Frau Sofia Afonso-Da Chao Conde, Notarfachangestellter, mit Berufsanschrift in 5, rue Zenon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund von zwei Vollmachten vom die Gesellschafter am den 7. November 2014.

Jene Vollmachten, vom Bevollmächtigten der erschienen Personen und dem unterzeichnenden Notar "ne varietur" unterzeichnet, bleiben der vorliegenden notariellen Urkunde zum Zwecke der Registrierung beigefügt.

Die Erschienen sind derzeit die Gesellschafter einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung bestehend in Luxemburg unter dem Alpina Grundbesitz GmbH Objekt Puchheim 1, mit Sitz in der Torstraße 138, D-10119 Berlin, Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Charlottenburg, Amtsgerichtsplatz 1, 14057 Berlin, Deutschland unter der Nummer HRB 104225 (die "Gesellschaft").

Die Tagesordnung hat den folgenden Inhalt (die "Tagesordnung"):

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION

Tagesordnung

- 1) Erwägung des Verzichts auf Einberufung;
- 2) Bestätigung, und, soweit nötig, Ratifizierung der Beschlüsse des Geschäftsführers den Hauptverwaltungssitz der Gesellschaft nach 16, rue Beck, L-1222 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg zu verlegen und dies ohne Auflösung der Gesellschaft und mit vollem gesellschaftsrechtlichen Fortbestand;
- 3) Bestätigung des Fortbestands der Rechtspersönlichkeit der Gesellschaft (i) die im Großherzogtum Luxemburg unter der Form einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "ALPINA GRUNDBESITZ GMBH OBJEKT PUCHHEIM 1" fortbesteht und (ii) unter deutschem Recht weiterhin als eine unter dem deutschen Recht rechtmäßig eingetragene Gesellschaft fortbesteht;
- 4) Änderung, Neufassung und Umnummerierung der Satzung der Gesellschaft, in Übereinstimmung sowohl mit dem deutschem als auch mit dem luxemburgischen Recht, und Bestimmung des Gesellschaftszwecks um ihm den folgenden Inhalt zu geben:
- (1) Der Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Form an anderen inländischen oder ausländischen Gesellschaften, der Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder auf sonstige Weise sowie die Übertragung von Aktien, Anleihen, Schuldscheinen, Banknoten oder jegliche Art von Wertpapieren durch Veräußerung, Austausch oder auf andere Art, und die Inhaberschaft, Verwaltung, Entwicklung und Management ihres Portfolios. Die Gesellschaft kann außerdem Anteile an Personengesellschaften halten, auch in der Rolle einer persönlich haftenden Gesellschafterin. Die Gesellschafterin außerdem Anteile an Personengesellschaften halten, auch in der Rolle einer persönlich haftenden Gesellschafterin.
- (2) Die Gesellschaft kann verbundenen Unternehmen Unterstützung gewähren, etwaige Kontroll- und Überwachungsmaßnahmen vornehmen und Operationen durchführen, die sie als zweckdienlich für die Erreichung und die Entwicklung ihres Zweckes erachtet.
- (3) Der Zweck der Gesellschaft ist die Renovierung, Modernisierung, Vermietung und Verwaltung von Immobilien, die im Eigentum der Gesellschaft und Dritten stehen sowie der Erwerb und die Veräußerung von Immobilien und ähnlichen Rechten. Ausgeschlossen ist jeglicher Geschäftsbetrieb, der eine öffentlich-rechtliche Genehmigung erfordert.
- (4) Innerhalb dieses Gesellschaftszweckes ist die Gesellschaft berechtigt alle Geschäftsvorgänge und Maßnahmen umzusetzen, die, direkt oder indirekt, erforderlich oder zweckdienlich sein können, um den zuvor aufgeführten Gesellschaftszweck zu erreichen.
- 5) Zustimmung der Zwischenbilanzaufstellung der Gesellschaft und Bestätigung der Wertaussage des Geschäftsführers der Gesellschaft;
 - 6) Bestätigung der Ernennung der folgenden Personen zu Geschäftsführern der Gesellschaft auf unbegrenzte Zeit:
- Mayte Lutenbacher, geboren am 15. September 1980 in Tübingen, Deutschland, mit Berufsanschrift in 16, rue Beck, L-1222 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg; und.
- Marcus Kruus, geboren am 18. Mai 1975 in Göteborg, Schweden, mit Berufsanschrift in 16, rue Beck, L-1222 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;
- David Charles Ingwalson, geboren am 6. Februar 1966 in Oslo, Norwegen, mit Berufsanschrift in c/o Obligo Investment Management AS,Box 1753 Vika, 0122 Oslo, Norway;
 - 7) Sonstiges.

Auf Basis dieser Tagesordnung fassen die Gesellschafter folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Aufgrund dessen, dass das gesamte Kapital der Gesellschaft anlässlich dieser außerordentlichen Versammlung der Gesellschafter vertreten ist, beschließen die Gesellschafter auf die Einberufung zu verzichten da sie sich als rechtmäßig einberufen erachten und erklären vollständige Kenntnis über die ihnen im Voraus mitgeteilte Tagesordnung zu haben.

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafter bestätigen und, soweit nötig, ratifizieren die Beschlüsse des Geschäftsführers den Hauptverwaltungssitz der Gesellschaft in 16, rue Beck, L-1222 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg zu verlegen und dies ohne Auflösung der Gesellschaft und mit vollem gesellschaftsrechtlichen Fortbestand.

Dritter Beschluss

Die Gesellschafter bestätigen daß die Rechtspersönlichkeit der Gesellschaft (i) im Großherzogtum Luxemburg unter der Form einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "ALPINA GRUNDBESITZ GMBH OBJEKT PUCHHEIM 1" fortbesteht und (ii) unter deutschem Recht weiterhin als eine unter dem deutschen Recht rechtmäßig eingetragene Gesellschaft besteht.

Vierter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen im Rahmen der Verlegung des Hauptverwaltungssitz der Gesellschaft die Satzung der Gesellschaft, in Übereinstimmung sowohl mit deutschem wie mit luxemburgischen Recht vollständig zu ändern, neu zu verfassen und umzunummerieren. Die geänderte und neuverfasste Satzung hat nun folgenden Wortlaut:



§ 1. Firma der Gesellschaft. Die Firma der Gesellschaft lautet "ALPINA GRUNDBESITZ GMBH OBJEKT PUCHHEIM 1" (im folgenden die "Gesellschaft").

§ 2. Sitz der Gesellschaft / Verwaltungssitz.

- (1) Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Berlin.
- (2) Die Hauptverwaltung der Gesellschaft und der Ort der tatsächlichen Geschäftsführung befindet sich in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.
 - (3) Die Gesellschaft kann Büros und Zweiniederlassungen in Luxemburg und außerhalb von Luxemburg haben.

§ 3. Dauer der Gesellschaft, Geschäftsjahr.

- (1) Die Dauer der Gesellschaft ist unbestimmt.
- (2) Das Geschäftsjahr der Gesellschaft ist das Kalenderjahr.
- (3) Der oder die Geschäftsführer werden jedes Jahr ein Bestandsverzeichnis erstellen, das den Wert des Vermögens und der Verbindlichkeiten der Gesellschaft ausweist sowie die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung, in denen die erforderlichen Abschreibungen enthalten seien müssen. Jeder Gesellschafter kann dieses Bestandsverzeichnis, diese Bilanz und diese Gewinn- und Verlustrechnung und, gegebenenfalls, den Bericht der/s Wirtschaftsprüfer(s) einsehen.

§ 4. Gegenstand der Gesellschaft.

- (1) Der Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Form an anderen inländischen oder ausländischen Gesellschaften, der Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder auf sonstige Weise sowie die Übertragung von Aktien, Anleihen, Schuldscheinen, Banknoten oder jegliche Art von Wertpapieren durch Veräußerung, Austausch oder auf andere Art, und die Inhaberschaft, Verwaltung, Entwicklung und Management ihres Portfolios. Die Gesellschaft kann außerdem Anteile an Personengesellschaften halten, auch in der Rolle einer persönlich haftenden Gesellschafterin.
- (2) Die Gesellschaft kann verbundenen Unternehmen Unterstützung gewähren, etwaige Kontroll- und Überwachungsmaßnahmen vornehmen und Operationen durchführen, die sie als zweckdienlich für die Erreichung und die Entwicklung ihres Zweckes erachtet.
- (3) Der Zweck der Gesellschaft ist die Renovierung, Modernisierung, Vermietung und Verwaltung von Immobilien, die im Eigentum der Gesellschaft und Dritten stehen sowie der Erwerb und die Veräußerung von Immobilien und ähnlichen Rechten. Ausgeschlossen ist jeglicher Geschäftsbetrieb, der eine öffentlich-rechtliche Genehmigung erfordert.
- (4) Innerhalb dieses Gesellschaftszweckes ist die Gesellschaft berechtigt alle Geschäftsvorgänge und Maßnahmen umzusetzen, die, direkt oder indirekt, erforderlich oder zweckdienlich sein können, um den zuvor aufgeführten Gesellschaftszweck zu erreichen.
- § 5. Stammkapital. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt EUR 51.200,00 (in Worten: Euro einundfünfzigtausend zweihundert), eingeteilt in 51.200 (in Worten: einundfünfzigtausend zweihundert) Anteile von EUR 1,00 (in Worten: Euro ein).

§ 6. Geschäftsführung.

- (1) Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer, die von der Gesellschafterversammlung der Gesellschaft mit sofortiger Wirkung berufen und abberufen werden können.
 - (2) Die Gesellschafterversammlung kann einem oder mehreren Geschäftsführern Einzelvertretungsbefugnis erteilen.
- (3) Die Geschäftsführer sind an Gesetz und den Gesellschaftsvertrag sowie an die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung gebunden. Sie haben die Gesellschaft mit der Sorgfalt eines ordentlichen Kaufmanns zu führen.

§ 7. Vertretung.

- (1) Ist nur ein Geschäftsführer bestellt, so vertritt er die Gesellschaft allein. Sind mehrere Geschäftsführer bestellt, so wird die Gesellschaft von zwei Geschäftsführen gemeinsam vertreten.
 - (2) Die Geschäftsführer sind vom Selbstkontrahierungsverbot befreit.
- § 8. Bekanntmachungen der Gesellschaft. Bekanntmachungen der Gesellschaft werden in dem jeweiligen offiziellen Amtsblatt veröffentlicht.

§ 9. Gesellschafterversammlung.

- (1) Ein Beschluss der Gesellschafter, der während einer Versammlung gefasst wird, ist in den durch Gesetz und der Satzung vorgeschriebenen Fällen erforderlich.
- (2) Die Einberufung einer Gesellschafterversammlung erfolgt mit einer Frist von drei Wochen unter Angabe von Zeit, Ort und Tagesordnung, gerechnet vom Tage der Aufgabe zur Post. Der Tag der Versammlung wird nicht mitgerechnet.
 - (3) Soweit nicht eine notarielle Niederschrift aufgenommen wird, ist als Nachweis eine Niederschrift aufzunehmen.
- (4) Die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung werden, soweit nicht das Gesetz oder die Satzung etwas anderes vorschreiben, mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Je EUR 100 (in Worten: Euro hundert) eines Geschäftsanteils gewähren eine Stimme.



- (5) Gesellschafterbeschlüsse können auch außerhalb einer formellen Gesellschafterversammlung im schriftlichen Umlaufverfahren oder durch alle anderen Kommunikationsmöglichkeiten gefasst werden, sofern alle Gesellschafter einverstanden sind und das Gesetz oder diese Satzung keine strengere Form vorschreibt.
- (6) Eine Gesellschafterversammlung ist nur beschlussfähig, wenn mindestens drei Viertel des Stammkapitals anwesend oder vertreten ist (Beschlussfähigkeit). Ist dies nicht der Fall, so ist eine neue Gesellschafterversammlung mit gleicher Tagesordnung einzuberufen, die ohne Rücksicht auf die Höhe des erschienenen oder vertretenen Stammkapitals beschlussfähig ist, falls in der Einberufung hierauf hingewiesen wurde.
- § 10. Gewinnverteilung. Der im Jahresabschluss angegebene Bruttojahresüberschuss der Gesellschaft, nach Abzug der allgemeinen Sachaufwands, Abschreibungen und Kosten stellt den Nettogewinn dar. Ein Betrag, der fünf Prozent (5 %) des Nettogewinns der Gesellschaft entspricht, ist als nicht ausschüttungsfähige Rücklage der Gesellschaft einzustellen, bis diese Rücklage zehn Prozent (10 %) des Stammkapitals der Gesellschaft beträgt. Der Restbetrag des Nettogewinns kann an den/die Gesellschafter proportional zu seinem/ihren Anteil(en) an der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

§ 11. Auflösung - Liquidation.

- (1) Die Gesellschaft wird nicht durch Tod, Außerkraftsetzen von bürgerlichen Rechten der Insolvenz des Alleingesellschafters oder eines der Gesellschafter aufgelöst.
- (2) Außer im Fall der gerichtlich angeordneten Auflösung wird die Auflösung der Gesellschaft allein durch einen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gemäß den Erfordernissen einer Satzungsänderung erfolgen. Im Zeitpunkt der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren oder Gesellschaftern ausgeführt, die von den Gesellschaftern berufen werden. Die Gesellschafter entscheiden auch über ihre Befugnisse und Vergütung.
- (3) Nach Zahlung aller Verbindlichkeiten und Gebühren der Gesellschaft, einschließlich der Kosten der Liquidation, soll der Liquidationsnettoerlös so an den/die Gesellschafter ausgeschüttet werden, dass insgesamt dasselbe wirtschaftliche Ergebnis erzielt wird, wie es die Verteilungsvorschriften für die Dividendenverteilung vorsehen.

Fünfter Beschluss

Es ergibt sich aus (i) der Bilanz der Gesellschaft daß der Nettoinventarwert der Gesellschaft mindestens einundfünfzigtausend zweihundert (EUR 51,200) entspricht und aus (ii) der Wertaussage des Geschäftsführers, die bestätigt daß zu diesem Zeitpunkt keine wesentlichen Veränderungen in der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft und/oder in den Angelegenheiten der Gesellschaft eingetreten sind, die die Angaben der Bilanz erheblich verfälschen und/oder kein wahrhaftiges und getreues Bild der Finanzlage der Gesellschaft zum jetzigen Zeitpunkt geben würden.

Die Gesellschafter stimmen der Bilanzaufstellung der Gesellschaft vom 30. September 2014 nach Verlegung des Hauptverwaltungssitz der Gesellschaft in das Großherzogtum Luxemburg zu.

Sechster Beschluss

Die Gesellschafter beschließen die Bestätigung der Ernennung der folgenden Personen zu Geschäftsführern der Gesellschaft auf unbegrenzte Zeit:

- Mayte Lutenbacher, geboren am 15. September 1980 in Tübingen, Deutschland, mit Berufsanschrift in 16, rue Beck, L-1222 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg; und.
- Marcus Kruus, geboren am 18. Mai 1975 in Göteborg, Schweden, mit Berufsanschrift in 16, rue Beck, L-1222 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;
- David Charles Ingwalson, geboren am 6. Februar 1966 in Oslo, Norwegen, mit Berufsanschrift in c/o Obligo Investment Management AS,Box 1753 Vika, 0122 Oslo, Norway;

Da keine weiteren Angelegenheiten auf der Tagesordnung sind, ist die Versammlung beendet.

Der unterzeichnete Notar, der die englische und deutsche Sprache versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Wunsch der erschienenen Personen in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer deutschen Fassung; auf Wunsch der erschienenen Personen soll die deutsche Fassung im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und deutschen Version die maßgebliche Fassung sein.

Worüber diese Urkunde, am Datum wie eingangs erwähnt, in Esch/Alzette angefertigt wurde.

Und nach der Vorlesung an den Vollmachtnehmer der erschienenen Personen, hat derselbe mit Uns, dem Notar, die gegenwärtige Urkunde unterzeichnet.

Signé: Conde, Kesseler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 21 janvier 2015. Relation: EAC/2015/1578. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2015048966/362.

(150056309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.



I.05 Reckange, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3980 Wickrange, 7, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 67.966.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour I.05 RECKANGE

Signature

Référence de publication: 2015049222/11.

(150056806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Colex Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 61.235.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A.T.T.C. Management s.à r.l. / A.T.T.C. Directors s.à r.l.

Administrateur / Administrateur

A.T.T.C. s.a. / A.T.T.C. s.a.

Gérant / Gérant

N. Patteet / K. Van Huynegem

Administrateur-délégué / Administrateur-délégué

Référence de publication: 2015049084/15.

(150056624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Johnson Controls Luxembourg Treasury S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 3.018.200,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 184.584.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-fifth day of the month of March.

Before Maître Danielle KOLBACH, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Johnson Controls Luxembourg Treasury Holding S. à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) duly incorporated and validly existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 26-28 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under number B 184.499,

here represented by Mrs. Virginie PIERRU, notary clerk, residing professionally in L-8510 Redange-sur-Attert, 66, Grand-Rue, by virtue of a proxy established under private seal.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The appearing party, represented as aforesaid, declares being the sole shareholder (the Sole Shareholder) of Johnson Controls Luxembourg Treasury S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under number B 184.584, incorporated by a deed of Me Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, of 13 December 2013, published with the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 25 April 2014, number 1061, page 50904 (the "Company").

The Company's articles of incorporation (the "Articles") have been amended for the last time by deed of Me Francis KESSELER, prenamed, of October 20, 2014 published with the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of December 5, 2014, number 3747 page 179821.

The appearing party, duly represented, having recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:



Agenda:

- a. Decision to redefine the characteristics (i) of the dividends accruing on the mandatory redeemable preferred shares ("MRPS") issued by the Company and (ii) of the payment of such dividends;
- b. Subsequent amendment of Article 8 and Article 22 of the articles of association of the Company, as amended (the "Articles"); and
 - c. Miscellaneous.

First resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to redefine the characteristics (i) of the dividends accruing on the mandatory redeemable preferred shares ("MRPS") issued by the Company and (ii) of the payment of such dividends.

Second resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to amend Article 8 and Article 22 of the Articles, so as to reflect the above resolution:

"Art. 8. The Company's share capital is set at USD 3,018,200.- (three million eighteen thousand and two hundred United States Dollars), represented by 3,018,000 (three million eighteen thousand) ordinary shares with a nominal value of USD 1.- (one United States Dollar) each (the "Ordinary Shares") and 200 (two hundred) mandatory redeemable preferred shares ("MRPS") with a nominal value of USD 1.- (one United States Dollar) each, all fully paid up.

Share premium paid on Ordinary Shares or on MRPS shall be booked in specific share premium accounts, as follows: any share premium paid on Ordinary Shares shall be booked in an Ordinary Shares' share premium account and such share premium shall remain attached to the Ordinary Shares upon which the share premium was paid; any share premium paid on MRPS shall be booked in a MRPS' share premium account and such share premium shall remain attached to the MRPS upon which the share premium was paid.

Each MRPS will entitle the MRPS holder(s) to a preferential and cumulative dividend (without being entitled to any ordinary dividend to be paid to the holders of Ordinary Shares) comprised of the two following elements:

- (a) an annual preferential dividend (the "Preferential Dividend"), which shall accrue daily starting from (and including) the date of the issue (and, respectively, for subsequent financial years, the starting date of the relevant financial year), to (but excluding) the earlier of (i) the closing date of the first financial year (and, respectively, for subsequent financial years, the closing date of the relevant financial year) or (ii) the redemption date. The Preferential Dividend shall accrue at an annual rate of 1% of the value of the MRPS share capital and MRPS share premium, and be calculated prorata assuming a year of 365 or 366 days, as the case may be.
- (b) an additional preferential dividend (the "Additional Preferential Dividend"), which shall accrue daily starting from (and including) the date of acquisition by the Company of the assets initially acquired in exchange for the issuance of the corresponding MRPS and of the related share premium, if any, paid at the time of said issuance (the "Underlying Assets") and be calculated prorata assuming a year of 365 or 366 days. The Additional Preferential Dividend shall be equal to the:
- Income realized or accounted for under Luxembourg generally accepted accounting principles directly or indirectly from the Underlying Assets (i.e., including any income realized or accounted for under Luxembourg generally accepted accounting principles from any other assets replacing any of the Underlying Assets such as cash arising from the repayment of loans, or purchased or financed with the proceeds arising from the Underlying Assets)(including notably interest income, potential realized foreign exchange gains, or any income or gain on derivatives linked to the Underlying Assets).
- Minus any deductible direct or indirect costs (including any realized or unrealized foreign exchange losses, any unrealized value adjustments and any realized capital losses, but excluding operating expenses linked to the management of the Underlying Assets).
 - Minus the amount of the Preferential Dividend.
- Minus the amount of any losses carried forward, as accounted for under Luxembourg generally accepted accounting principles, linked to the Underlying Assets financed by the MRPS.
 - Minus the gross arm's length remuneration in connection to the management of the Underlying Assets.

For the avoidance of doubt, the Additional Preferential Dividend shall never be negative.

The Preferential Dividend is recoverable (récupérable) so that any unpaid Preferential Dividend for a given year shall be paid by the Company on the nearest following financial year ending with sufficient distributable profit and available cash

The Additional Preferential Dividend will be payable (i) only to the extent the Company has sufficient distributable profit and available cash and (ii) on the Final Mandatory Redemption Date (as defined hereinafter) or on any earlier date if the Company has sufficient distributable profit and available cash.

The Ordinary Shares and the MRPS shall only be in registered form. The share register shall be maintained at the registered office of the Company.

The amount of the share capital of the Company may be increased or reduced by means of a resolution of the sole shareholder or where there is more than 1 (one) shareholder by unanimous resolution of all the shareholders for the



time being of the Company, who may attend personally or through representation at the extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be)."

"Art. 22. Notwithstanding, the provisions of the preceding article and subject to the provisions of Article 8 of these Articles, the general meeting of shareholders of the Company, or the sole shareholder (as the case may be) upon proposal of the board of managers or the sole manager (as the case may be), may decide to pay interim dividends on both MRPS and Ordinary Shares before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers or the sole manager (as the case may be), and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, or, during the first financial year, since the incorporation of the Company, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles.

The declaration of dividends for any financial period is discretionary and subject to the affirmative approval of the sole shareholder, or in the case of plurality of shareholders, the general meeting of shareholders, exercised in their sole discretion.

Should the profits be sufficient to distribute a dividend, in whole or in part, and the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, the general meeting of shareholders, decides to make no distribution resolution with respect to such dividend, the amount of dividend that should have been distributed to the MRPS holders shall be automatically allocated to a distributable reserve booked in a reserve account which shall include any (cumulative) Preferential Dividend accruing on the MRPS which have not been declared nor distributed yet (the "MRPS Reserve Account")."

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand five hundred Euro (EUR 1,500.-).

WHEREOF the present deed was drawn up in Redange-sur-Attert, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, who is known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-cinquième jour du mois de mars.

Par-devant Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU

Johnson Controls Luxembourg Treasury Holding S. à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existante sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 26-28 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 184.499,

ici représentée par Mme Virginie PIERRU, clerc de notaire, résidant professionnellement à L-8510 Redange-sur-Attert, 66, Grand-Rue, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration signée ne varietur par la mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise aux fins d'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme ci-avant, déclare être l'associé unique (l'Associé Unique) de Johnson Controls Luxembourg Treasury S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existante sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B 184.584, constituée par acte du de Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg en date du 13 décembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 25 avril 2014, numéro 1061, page 50904 (la "Société").

Les statuts (les "Statuts") de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte de Maître Francis KESSELER, prénommé, du 20 octobre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 5 décembre 2014, numéro 3747, page 179821.

L'Associé Unique, représenté comme ci-avant et représentant l'intégralité du capital social, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions contenues dans l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

a. Décision de redéfinir les caractéristiques (i) des dividendes issus des parts sociales privilégiées rachetables («MRPS») émises par la Société et (ii) du payement de ces dividendes;



- b. Modification subséquente de l'Article 8 et de l'Article 22 des statuts de la Société, tels que modifiés (les "Statuts"); et
 - c. Divers.

Première résolution

L'Associé Unique DECIDE de redéfinir les caractéristiques (i) des dividendes issus des parts sociales privilégiées rachetables («MRPS») émises par la Société et (ii) du payement de ces dividendes.

Seconde résolution

L'Associé Unique DECIDE de modifier l'Article 8 et l'Article 22 des Statuts, afin de refléter la résolution ci-dessous:

"Art. 8. Le capital social est fixé à USD 3.018.200.- (trois millions dix-huit mille et deux cents Dollars Américains), représenté par trois millions dix-huit mille (3.018.000) parts sociales ordinaires avec une valeur nominale de USD 1.- (un Dollar Américain) chacune (les «Parts Sociales Ordinaires») et 200 (deux cents) parts sociales privilégiées rachetables («MRPS») avec une valeur nominale de USD 1.- (un Dollar Américain) chacune, toutes entièrement libérées.

La prime d'émission payée sur les Parts Sociales Ordinaires ou sur les MRPS doit être affectée à des comptes spécifiques de primes d'émission, comme suit: toute prime payée sur les Parts Sociales Ordinaires est affectée à un compte de prime d'émission de Parts Sociales Ordinaires et une prime d'émission de ce type devra rester attachée aux Parts Sociales Ordinaires sur lesquelles la prime d'émission a été payée; toute prime d'émission payée sur les MRPS doit être affectée à un compte de prime d'émission de MRPS et une prime d'émission de ce type restera attachée aux MRPS sur lesquelles la prime d'émission a été payée.

Chaque MRPS donnera droit au(x) détenteur(s) de MRPS à un dividende préférentiel et cumulatif (ne donnant pas droit au dividende ordinaire devant être payé aux détenteurs de Parts Sociales Ordinaires) comprenant les deux éléments suivants:

- (a) Un dividende annuel préférentiel (le «Dividende Préférentiel»), qui devra s'accumuler quotidiennement à partir de (et y compris) la date d'émission (et respectivement pour les exercices sociaux subséquents la date de début de l'exercice social en question), jusqu'à (mais à l'exclusion de) au plus tôt (i) à la date de clôture du premier exercice social (et, respectivement, pour les exercices sociaux subséquents, le dernier jour de l'exercice social en question) ou (ii) de la date de remboursement. Le Dividende Préférentiel devra s'accumuler à un taux annuel de 1% de la valeur nominale des MRPS et de la prime d'émission afférente aux MRPS, et devra être calculé au prorata en prenant en compte une année de 365 ou 366 jours, selon le cas.
- (b) un dividende préférentiel additionnel (le «Dividende Préférentiel Additionnel»), qui devra courir quotidiennement à partir de (et y compris) la date de l'acquisition par la Société des actifs apportés à la Société en échange de l'émission des MRPS correspondants et de la prime d'émission afférente, le cas échéant, payée au moment de ladite émission (les «Actifs Sous-Jacents») et devra être calculé au prorata en prenant en compte une année de 365 ou 366 jours. Le Dividende Préférentiel Additionnel devra être égal:
- aux revenus réalisés ou comptabilisés directement ou indirectement en relation avec les Actifs Sous-jacents selon les principes généraux comptables luxembourgeois (y compris tout revenu réalisé ou comptabilisé selon les principes généraux comptables luxembourgeois de tous les autres actifs remplaçant tout Actif Sous-Jacent, tel que le produit résultant du remboursement de prêts, ou acquis ou financé avec le produit résultant des Actifs Sous-Jacents (incluant notamment les revenus d'intérêts, les gains de change potentiellement réalisés, ou tout autre revenu ou gain sur les dérivés liés aux Actifs Sous-Jacents).
- Moins les coûts directs ou indirects déductibles (y compris les pertes de change réalisées ou non réalisées, les corrections de valeur et les pertes en capital réalisées, mais excluant les charges d'exploitation liées à la gestion des Actifs Sous-Jacents).
 - Moins le montant du Dividende Préférentiel.
- Moins le montant de toute perte reportée, telle que comptabilisée selon les principes généraux comptables luxembourgeois en relation avec les Actifs Sous-Jacents financés par les MRPS.
 - Moins la rémunération globale en relation avec la gestion des Actifs Sous-Jacents.

Pour éviter tout doute, le Dividende Préférentiel Additionnel ne doit jamais être négatif.

Le Dividende Préférentiel est récupérable de sorte que tout Dividende Préférentiel non distribué pour une année donnée devra être payé par la Société lors de l'exercice social suivant le plus proche se terminant avec suffisamment de bénéfice distribuable et de fonds disponibles.

Le Dividende Préférentiel Additionnel sera distribuable (i) seulement dans la mesure où la Société dispose de suffisamment de bénéfices distribuables et de fonds disponibles et (ii) lors de la Date de Rachat Obligatoire (telle que définie ci-après) ou à toute autre date préalable si la Société dispose de suffisamment de bénéfices distribuables et de fonds disponibles.

Les Parts Sociales Ordinaires et les MRPS devront être émises sous forme nominative uniquement. Le registre des associés devra être tenu au siège social de la Société.



Le montant du capital social peut être augmenté ou réduit au moyen d'une résolution de l'associé unique où, dans le cas où la Société aurait plus d'un (1) associé, par l'assemblée générale des associés par voie de résolutions prises à l'unanimité des associés de la Société, lesquels auront participé personnellement ou auront été représentés lors de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas).»

« Art. 22. Nonobstant les dispositions de l'article précédent, et sous réserve des dispositions de l'Article 8 des présents Statuts, l'assemblée générale des associés de la Société ou l'associé unique (selon le cas) peut, sur proposition du conseil de gérance ou du gérant unique (selon le cas), décider de payer des acomptes sur dividendes sur les MRPS et sur les Parts Sociales Ordinaires en cours d'exercice social sur base d'un état comptable préparé par le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas), desquels il devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social, ou pour le premier exercice social, depuis la constitution de la Société, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi ou des Statuts.

La déclaration de dividendes pour toute année sociale est discrétionnaire et est sujette à l'accord de l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, à la seule discrétion de l'assemblée générale des associés.

Si le profit est suffisant pour distribuer un dividende, entièrement ou en partie, et l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale des associés, décide de ne pas prendre une résolution sur la distribution d'un tel dividende, le montant du dividende qui aurait dû être distribué aux détenteurs de MRPS, devra être automatiquement alloué à une réserve distribuable comptabilisée dans le compte de réserve qui devra inclure tout Dividende Préférentiel (cumulatif) courant sur les MRPS qui n'a pas encore été déclaré ou distribué (le «Compte de Réserve MRPS»).»

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature incombant à la Société en raison du présent acte sont évalués à mille cinq cents euros (1.500,- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Redange-sur-Attert, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la partie comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande de la même comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte fait et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante à Luxembourg, connue du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte. Signé: V. PIERRU, D.KOLBACH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils le 26 mars 2015. Relation: DAC/2015/5249. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): J. THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 31 mars 2015.

Référence de publication: 2015049270/230.

(150057011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Bridel Adjacent Holdco S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert. R.C.S. Luxembourg B 195.109.

EXTRAIT

Suite à la résolution de l'actionnaire unique de la Société du 25 mars 2015 M. Andrew Homer, né le 21 mai 1955 à Worcester, Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle au 5c, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, a été nommé aux fonctions de gérant de la Société avec effet au 25 mars 2015 pour une durée indéterminée.

Par conséquent le conseil de gérance de la Société est composé comme suit:

- M. Pedro Fernandes das Neves;
- Mme Jennifer Mello; et
- M. Andrew Homer

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2015.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2015049683/20.

(150057196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.



Bock Capital Investors S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 22.389.677,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal. R.C.S. Luxembourg B 128.538.

In the year two thousand and five, on the thirteenth of February, Before Me Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of Bock Capital Investors S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, having a share capital of twenty-two million three hundred seventy-seven thousand one hundred seventy-seven Euros (EUR 22,377,177.-) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 128.538 (the Company). The Company was incorporated on May 15, 2007 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Mémorial C) dated July 20, 2007, N°- 1511. The articles of association of the Company (the Articles) were amended for the last time on October 3, 2014 pursuant to a deed of Me Cosita Delvaux, notary, residing in Luxembourg, published in the Mémorial C dated November 20, 2014, N°- 3472.

THERE APPEARED:

was held

- (1) TA EU Acquisitions S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, having a share capital of one million two hundred twelve thousand four hundred eighty Euros (EUR 1,212,480.-) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 161.381 (TA Acquisitions),
- (2) TA EU Acquisitions II S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, having a share capital of seven million seventy-nine thousand eighty-eight Euros (EUR 7,079,088.-) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 161.379 (TA Acquisitions II),
- (3) TA EU Acquisitions III S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, having a share capital of one million two hundred twelve thousand four hundred eighty Euros (EUR 1,212,480.-) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 161.383 (TA Acquisitions III),
- (4) TA EU Acquisitions IV S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, having a share capital of one million two hundred twelve thousand five hundred Euros (EUR 1,212,500.-) registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 171.219 (TA Acquisitions IV),
- (5) TA EU Acquisitions Zebra S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, having a share capital of one million two hundred twelve thousand five hundred Euros (EUR 1,212,500.-) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 168.321 (TA Zebra),
- (6) TA EU Acquisitions Mountainstream S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, having a share capital of ten million Swedish krona (SEK 10,000,000.-) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 171.773 (TA EU Acquisitions Mountainstream),
- (7) TA EU Acquisitions V S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, having a share capital of one million two hundred and twelve thousand four hundred and ninety-nine Euros and ninety cents (EUR 1,212,499.90) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under the number B 175.263 (TA EU Acquisitions V),
- (8) TA EU Acquisitions VI S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey, having a share capital of one million two hundred and sixty-one thousand four hundred and ninety-nine Euros and eighty cents (EUR 1,261,499.80) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 182.062 (TA EU Acquisitions VI),
- (9) TA EU Acquisitions VII S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey, having a share capital of eighteen million four hundred and seventeen thousand one hundred and thirty-three point forty Swedish Krona (SEK 18,417,133.40) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 187.043 (TA EU Acquisitions VII), and
- (10) EU Acquisitions Fuji S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey, having a share capital of five million four hundred and



twenty thousand five hundred and thirtyeight Euros and ninety Cents (EUR 5,420,538.90) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 189.540 (EU Acquisitions Fuji and, together with TA Acquisitions, TA Acquisitions II, TA Acquisitions IV, TA Zebra, TA EU Acquisitions Mountainstream, TA EU Acquisitions V, TA EU Acquisitions VI and TA EU Acquisitions VII, the Shareholders).

Each of the Shareholders is hereby represented by Mr. Ryan Benjamin, employee of Saltgate S.A., with professional address at 40, Avenue Monterey, L - 2163 Luxembourg, by virtue of proxies given under private seal.

The said proxies, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing parties, represented as stated hereabove, have requested the undersigned notary to enact the following:

- I. That the Shareholders hold all the shares in the share capital of the Company.
- II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

Agenda

- 1. Waiver of convening notice;
- 2. Increase of the share capital of the Company by an amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) in order to bring it from its present amount of twenty-two million three hundred seventy-seven thousand one hundred seventy-seven Euros (EUR 22,377,177.-) represented by
 - (i) twelve thousand five hundred (12,500) ordinary shares (the Ordinary Shares);
 - (ii) one million two hundred thousand (1,200,000) class A tracker shares (the Class A Tracker Shares);
 - (iii) one million two hundred thousand (1,200,000) class B tracker shares (the Class B Tracker Shares);
 - (iv) one million two hundred thousand (1,200,000) class C tracker shares (the Class C Tracker Shares);
- (v) six million four hundred and twenty-two thousand eight hundred and fourteen (6,422,814) class D tracker shares (the Class D Tracker Shares);
- (vi) one million two hundred and twelve thousand five hundred (1,212,500) class E tracker shares (the Class E Tracker Shares);
- (vii) one million two hundred and thirteen thousand five hundred and eighteen (1,213,518) class F tracker shares (the Class F Tracker Shares);
- (viii) one million two hundred and twelve thousand five hundred (1,212,500) class G tracker shares (the Class G Tracker Shares);
- (ix) one million two hundred and sixty-one thousand five hundred (1,261,500) class H tracker shares (the Class H Tracker Shares);
- (x) two million and twenty-one thousand three hundred and six (2,021,306) class I tracker shares (the Class I Tracker Shares); and
- (xi) five million four hundred and twenty thousand five hundred and thirty-nine (5,420,539) class J tracker shares (the Class J Tracker Shares),

all in registered form, having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, to an amount of twenty-two million three hundred eighty-nine thousand six hundred seventy-seven Euros (EUR 22,389,677.-) represented by

- (i) twelve thousand five hundred (12,500) Ordinary Shares;
- (ii) one million two hundred thousand (1,200,000) Class A Tracker Shares;
- (iii) one million two hundred thousand (1,200,000) Class B Tracker Shares;
- (iv) one million two hundred thousand (1,200,000) Class C Tracker Shares;
- (v) six million four hundred and twenty-two thousand eight hundred and fourteen (6,422,814) Class D Tracker Shares;
- (vi) one million two hundred and twelve thousand five hundred (1,212,500) Class E Tracker Shares;
- (vii) one million two hundred and thirteen thousand five hundred and eighteen (1,213,518) Class F Tracker Shares;
- (viii) one million two hundred and twelve thousand five hundred (1,212,500) Class G Tracker Shares;
- (ix) one million two hundred and sixty-one thousand five hundred (1,261,500) Class H Tracker Shares;
- (x) two million and twenty-one thousand three hundred and six (2,021,306) Class I Tracker Shares;
- (xi) five million four hundred and twenty thousand five hundred and thirty-nine (5,420,539) Class J Tracker Shares, and
 - (xii) twelve thousand five hundred (12,500) class K tracker shares (the Class K Tracker Shares),
 - all in registered form, having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each;
- 3. Subscription for and payment of the share capital increase of the Company specified under item 2 above by a contribution in cash in an aggregate amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) to be made by Bock Capital EU Acquisitions Sakana S.à r.l.;
- 4. Subsequent amendment to article 5.1. of the Articles in order to reflect the share capital increase set out at items 2 and 3 above;



- 5. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes, with power and authority given to any manager of the Company and any employee of Saltgate S.A., acting individually, to register, in the name and on behalf of the Company, the newly issued shares in the register of shareholders of the Company and to complete any formalities in connection therewith (including, for the avoidance of doubt, the signing of the said register); and
 - 6. Miscellaneous.
 - III. That the Meeting has taken the following resolutions:

First resolution

The entire share capital being represented at the present meeting, the Shareholders waive the convening notices, the Shareholders here represented considering themselves duly convened and declaring having had perfect knowledge of the agenda which has been communicated to each of them in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to increase the share capital of the Company by an amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) in order to bring it from its present amount of twenty-two million three hundred seventy-seven thousand one hundred seventy-seven Euros (EUR 22,377,177.-) represented by

- (i) twelve thousand five hundred (12,500) Ordinary Shares;
- (ii) one million two hundred thousand (1,200,000) Class A Tracker Shares;
- (iii) one million two hundred thousand (1,200,000) Class B Tracker Shares;
- (iv) one million two hundred thousand (1,200,000) Class C Tracker Shares;
- (v) six million four hundred and twenty-two thousand eight hundred and fourteen (6,422,814) Class D Tracker Shares;
- (vi) one million two hundred and twelve thousand five hundred (1,212,500) Class E Tracker Shares;
- (vii) one million two hundred and thirteen thousand five hundred and eighteen (1,213,518) Class F Tracker Shares;
- (viii) one million two hundred and twelve thousand five hundred (1,212,500) Class G Tracker Shares;
- (ix) one million two hundred and sixty-one thousand five hundred (1,261,500) Class H Tracker Shares;
- (x) two million and twenty-one thousand three hundred and six (2,021,306) Class I Tracker Shares; and
- (xi) five million four hundred and twenty thousand five hundred and thirty-nine (5,420,539) Class J Tracker Shares,
- all in registered form, having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, to an amount of twenty-two million three hundred eighty-nine thousand six hundred seventy-seven Euros (EUR 22,389,677.-) represented by
 - (i) twelve thousand five hundred (12,500) Ordinary Shares;
 - (ii) one million two hundred thousand (1,200,000) Class A Tracker Shares;
 - (iii) one million two hundred thousand (1,200,000) Class B Tracker Shares;
 - (iv) one million two hundred thousand (1,200,000) Class C Tracker Shares;
 - (v) six million four hundred and twenty-two thousand eight hundred and fourteen (6,422,814) Class D Tracker Shares;
 - (vi) one million two hundred and twelve thousand five hundred (1,212,500) Class E Tracker Shares;
 - (vii) one million two hundred and thirteen thousand five hundred and eighteen (1,213,518) Class F Tracker Shares;
 - (viii) one million two hundred and twelve thousand five hundred (1,212,500) Class G Tracker Shares;
 - (ix) one million two hundred and sixty-one thousand five hundred (1,261,500) Class H Tracker Shares;
 - (x) two million and twenty-one thousand three hundred and six (2,021,306) Class I Tracker Shares;
- (xi) five million four hundred and twenty thousand five hundred and thirty-nine (5,420,539) Class J Tracker Shares, and
 - (xii) twelve thousand five hundred (12,500) Class K Tracker Shares,
 - all in registered form, having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

Third resolution

The Meeting resolves to accept and record the subscription to, and full payment of, the share capital increase as follows:

Subscription - Payment

Thereupon appeared Bock Capital EU Acquisitions Sakana S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, under the process of being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, hereby represented by Mr. Ryan Benjamin, employee of Saltgate S.A., whose professional address is at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal (which proxy having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed of the purpose of registration), subscribes for twelve thousand five hundred (12,500) newly issued Class K Tracker Shares, having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each,



and fully pays them up by way of a contribution in cash in an aggregate amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-).

Such contribution in cash, in the aggregate amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) shall be entirely allocated to the share capital account of the Company.

The amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) is at the Company's disposal and evidence thereof has been given to the undersigned notary.

Fourth resolution

The Meeting resolves to amend Article 5.1. of the Articles so that it shall read as follows:

- " **5.1.** The Company's share capital is set at twenty-two million three hundred eighty-nine thousand six hundred seventy-seven Euros (EUR 22,389,677.-), divided into:
 - (i) twelve thousand five hundred (12,500) ordinary shares (the Ordinary Shares);
 - (ii) one million two hundred thousand (1,200,000) class A tracker shares (the Class A Tracker Shares);
 - (iii) one million two hundred thousand (1,200,000) class B tracker shares (the Class B Tracker Shares);
 - (iv) one million two hundred thousand (1,200,000) class C tracker shares (the Class C Tracker Shares);
- (v) six million four hundred and twenty-two thousand eight hundred and fourteen (6,422,814) class D tracker shares (the Class D Tracker Shares);
- (vi) one million two hundred and twelve thousand five hundred (1,212,500) class E tracker shares (the Class E Tracker Shares);
- (vii) one million two hundred and thirteen thousand five hundred and eighteen (1,213,518) class F tracker shares (the Class F Tracker Shares);
- (viii) one million two hundred and twelve thousand five hundred (1,212,500) class G tracker shares (the Class G Tracker Shares);
- (ix) one million two hundred and sixty-one thousand five hundred (1,261,500) class H tracker shares (the Class H Tracker Shares);
- (x) two million and twenty-one thousand three hundred and six (2,021,306) class I tracker shares (the Class I Tracker Shares);
- (xi) five million four hundred and twenty thousand five hundred and thirty-nine (5,420,539) class J tracker shares (the Class J Tracker Shares), and
 - (xii) twelve thousand five hundred (12,500) class K tracker shares (the Class K Tracker Shares).

The Company may also create and issue from time to time subject to and in accordance with the Law (i) additional Class A Tracker Shares, (ii) additional Class B Tracker Shares, (iii) additional Class C Tracker Shares, (iv) additional Class B Tracker Shares, (vi) additional Class F Tracker Shares, (vii) additional Class G Tracker Shares, (viii) additional Class H Tracker Shares, (ix) additional Class I Tracker Shares, (x) additional Class J Tracker Shares and additional Class K Tracker Shares, all in registered form and each having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) (collectively the Tracker Shares, and individually a Tracker Share) which will track the performance and returns of such underlying investment as is specified at the time of issue.

The Class A Tracker Shares shall track the performance and return of the Company's direct investment in the share capital of Jupiter Luxembourg S.à r.l..

The Class B Tracker Shares shall track the performance and return of the Company's direct investment in the share capital of TA EU Luxembourg S.à r.l..

The Class C Tracker Shares shall track the performance and return of the Company's direct investment in the share capital of TA EU Luxembourg III S.à r.l..

The Class D Tracker Shares shall track the performance and return of the Company's direct investment in the share capital of TA EU Luxembourg II S.à r.l..

The Class E Tracker Shares shall track the performance and return of the Company's direct investment in the share capital of TA EU Luxembourg Zebra S.à r.l.

The Class F Tracker Shares shall track the performance and return of the Company's direct investment in the share capital of Mountainstream Holding II S.à r.l..

The Class G Tracker Shares shall track the performance and return of the Company's direct investment in the share capital of TA EU Luxembourg V S.à r.l..

The Class H Tracker Shares shall track the performance and return of the Company's direct investment in the share capital of TA EU Luxembourg VI S.à r.l..

The Class I Tracker Shares shall track the performance and return of the Company's direct investment in the share capital of TA EU Luxembourg VII S.à r.l..

The Class J Tracker Shares shall track the performance and return of the Company's direct investment in the share capital of EU Luxembourg Fuji S.à r.l..



The Class K Tracker Shares shall track the performance and return of the Company's direct investment in the share capital of Bock Capital EU Luxembourg Sakana S.à r.l..

The Ordinary Shares and Tracker Shares shall collectively and irrespectively of their class be designated as the Shares and individually and irrespectively of their class be designated as a Share."

Fifth resolution

The Meeting resolves to amend the shareholders' register of the Company in order to reflect the above changes and give power and authority to any manager of the Company and any employee of Saltgate S.A., acting individually, to register, in the name and on behalf of the Company, the newly issued shares in the shareholders' register of the Company and to complete any formalities in connection therewith (including, for the avoidance of doubt, the signing of the said register).

There being no further business on the agenda, the Meeting was adjourned.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 1,600.-.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the appearing parties that this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of discrepancies, the English version prevails.

This notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the appearing parties.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le treizième jour du mois de février,

par-devant Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de Bock Capital Investors S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, ayant un capital social de vingt-deux millions trois cent soixante-dix-sept mille cent soixante-dix-sept Euros (EUR 22.377.177,-) et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 128.538 (la Société). La Société a été constituée le 15 mai 2007 suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial C) le 20 juillet 2007, N° - 1511. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois le 3 octobre 2014 suivant un acte de Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C le 20 novembre 2014, N° - 3472.

ONT COMPARU:

- (1) TA EU Acquisitions S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois dont le siège social se situe au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, au capital social d'un million deux cent douze mille quatre cent quatrevingts Euros (EUR 1.212.480.-) et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161.381 (TA Acquisitions),
- (2) TA EU Acquisitions II S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois dont le siège social se situe au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, au capital social de sept millions soixante-dix-neuf mille quatre-vingt-huit Euros (EUR 7.079.088.-) et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161.379 (TA Acquisitions II),
- (3) TA EU Acquisitions III S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois dont le siège social se situe au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, au capital social d'un million deux cent douze mille quatre cent quatrevingts Euros (EUR 1.212.480.-) et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161.383 (TA Acquisitions III),
- (4) TA EU Acquisitions IV S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois dont le siège social se situe au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, au capital social d'un million deux cent douze mille cinq cents Euros (EUR 1.212.500.-) et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg B 171.219 (TA Acquisitions IV),
- (5) TA EU Acquisitions Zebra S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois dont le siège social se situe au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, au capital social d'un million deux cent douze mille cinq cents Euros (EUR 1.212.500.-) et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 168.321 (TA Zebra),
- (6) TA EU Acquisitions Mountainstream S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois dont le siège social se situe au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, au capital social de dix millions de couronnes suédoises (SEK 10,000,000.-) et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 171.773 (TA EU Acquisitions Mountainstream),



- (7) TA EU Acquisitions V S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois dont le siège social se situe au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, au capital social de un million deux cent douze mille quatre cent quatre-vingt-dix-neuf Euros et quatre-vingt-dix cents (EUR 1.212.499,90) immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175.263 (TA EU Acquisitions V),
- (8) TA EU Acquisitions VI S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social se situe au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, au capital social de un million deux cent soixante-et-un mille quatre cent quatre-vingt-dix-neuf Euros et quatre-vingt cents (EUR 1.261.499,80) immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 182062 (TA EU Acquisitions VI);
- (9) TA EU Acquisitions VII S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, au capital social de dix-huit millions quatre cent dix-sept mille cent trente-trois virgule quarante couronnes suédoises (SEK 18.417.133,40) immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 187043 (TA EU Acquisitions VII); et
- (10) EU Acquisitions Fuji S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, au capital social de cinq millions quatre cent vingt mille cinq cent trente-huit Euros et quatre-vingt-dix Centimes (EUR 5.420.538,90) immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 189540 (EU Acquisitions Fuji S.à r.l., et ensemble avec TA Acquisitions, TA Acquisitions II, TA Acquisitions IV, TA Zebra, TA EU Acquisitions Mountainstream, TA EU Acquisitions V, TA EU Acquisitions VI et TA EU Acquisitions VII, les Associés).

Chacun des Associés est ci-après représenté par Monsieur Ryan Benjamin, employé de Saltgate S.A., dont l'adresse professionnelle est située au 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, en vertu de procurations données sous seing privé.

Les dites procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- I. Que les Associés détiennent toutes les parts sociales dans le capital social de la Société.
- II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

Ordre du jour

- 1. Renonciation à l'avis de convocation;
- 2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de douze mille cent cents Euros (EUR 12.500.-) afin de le porter de son montant actuel de vingt-deux millions trois cent soixante-dix-sept mille cent soixante-dix-sept Euros (EUR 22.377.177.-), représenté par
 - (i) douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ordinaires (les Parts Sociales Ordinaires);
- (ii) un million deux cent mille (1.200.000) parts sociales traçantes de catégorie A (les Parts Sociales Traçantes de Catégorie A);
- (iii) un million deux cent mille (1.200.000) parts sociales traçantes de catégorie B (les Parts Sociales Traçantes de Catégorie B);
- (iv) un million deux cent mille (1.200.000) parts sociales traçantes de catégorie C (les Parts Sociales Traçantes de Catégorie C);
- (v) six millions quatre cent vingt-deux mille huit cent quatorze (6.422.814) parts sociales traçantes de catégorie D (les Parts Sociales Traçantes de Catégorie D);
- (vi) un million deux cent douze mille cinq cents (1.212.500) parts sociales traçantes de catégorie E (les Parts Sociales Traçantes de Catégorie E);
- (vii) un million deux cent treize mille cinq cent dix-huit (1.213.518) parts sociales traçantes de catégorie F (les Parts Sociales Traçantes de Catégorie F);
- (viii) un million deux cent douze mille cinq cents (1.212.500) parts sociales traçantes de catégorie G (les Parts Sociales Traçantes de Catégorie G);
- (ix) un million deux cent soixante-et-un mille cinq cents (1.261.500) parts sociales traçantes de catégorie H (les Parts Sociales Traçantes de Catégorie H);
- (x) deux millions vingt-et-un mille trois cent six (2.021.306) parts sociales traçantes de catégorie I (les Parts Sociales Traçantes de Catégorie I); et
- (xi) cinq millions quatre cent vingt mille cinq cent trente-neuf (5.420.539) parts sociales traçantes de catégorie J (les Parts Sociales Traçantes de Catégorie J),

toutes sous forme nominative d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1.-) chacune, à un montant de vingt-deux millions trois cent quatre-vingt-neuf mille six cent soixante-dix-sept Euros (EUR 22.389.677.-) représenté par

- (i) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales Ordinaires;
- (ii) un million deux cent mille (1.200.000) Parts Sociales Traçantes de Catégorie A;



- (iii) un million deux cent mille (1.200.000) Parts Sociales Traçantes de Catégorie B;
- (iv) un million deux cent mille (1.200.000) Parts Sociales Traçantes de Catégorie C;
- (v) six millions quatre cent vingt-deux mille huit cent quatorze (6.422.814) Parts Sociales Traçantes de Catégorie D;
- (vi) un million deux cent douze mille cinq cents (1.212.500) Parts Sociales Traçantes de Catégorie E;
- (vii) un million deux cent treize mille cinq cent dix-huit (1.213.518) Parts Sociales Traçantes de Catégorie F;
- (viii) un million deux cent douze mille cinq cents (1.212.500) Parts Sociales Traçantes de Catégorie G;
- (ix) un million deux cent soixante-et-un mille cinq cents (1.261.500) Parts Sociales Traçantes de Catégorie H;
- (x) deux millions vingt-et-un mille trois cent six (2.021.306) Parts Sociales Traçantes de Catégorie I;
- (xi) cinq millions quatre cent vingt mille cinq cent trente-neuf (5.420.539) Parts Sociales Traçantes de Catégorie I; et
- (xii) douze mille cinq cents (12.500) parts sociales traçantes de catégorie K (les Parts Sociales Traçantes de Catégorie K),

toutes sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1.-) chacune;

- 3. Souscription et libération de l'augmentation de capital social de la Société mentionnée au point 2. ci-dessus par un apport en numéraire pour un montant total de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500.-) à faire par Bock Capital EU Acquisitions Sakana S.à r.l.;
- 4. Modification subséquente de l'article 5.1. des Statuts afin de refléter l'augmentation de capital social définie aux points 2. et 3. ci-dessus;
- 5. Modification du registre des associés de la Société afin de refléter les modifications ci-dessus, avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société et tout employé de Saltgate S.A., agissant individuellement pour procéder au nom et pour le compte de la Société à l'enregistrement des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société et d'accomplir toutes les formalités qui s'y rapportent (y compris, pour éviter tout doute, la signature dudit registre); et
 - 6. Divers.
 - III. Que l'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social étant représentée à la présente assemblée, les Associés renoncent aux formalités de convocation, les Associés ici représentés se considérant eux-mêmes comme dûment convoqués et déclarant avoir eu une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500.-) afin de le porter de son montant actuel de vingt-deux millions trois cent soixante-dix-sept mille cent soixante-dix-sept Euros (EUR 22.377.177.-), représenté par

- (i) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales Ordinaires;
- (ii) un million deux cent mille (1.200.000) Parts Sociales Traçantes de Catégorie A;
- (iii) un million deux cent mille (1.200.000) Parts Sociales Traçantes de Catégorie B;
- (iv) un million deux cent mille (1.200.000) Parts Sociales Traçantes de Catégorie C;
- (v) six millions quatre cent vingt-deux mille huit cent quatorze (6.422.814) Parts Sociales Traçantes de Catégorie D;
- (vi) un million deux cent douze mille cinq cents (1.212.500) Parts Sociales Traçantes de Catégorie E;
- (vii) un million deux cent treize mille cinq cent dix-huit (1.213.518) Parts Sociales Traçantes de Catégorie F;
- (viii) un million deux cent douze mille cinq cents (1.212.500) Parts Sociales Traçantes de Catégorie G;
- (ix) un million deux cent soixante-et-un mille cinq cents (1.261.500) Parts Sociales Traçantes de Catégorie H;
- (x) deux millions vingt-et-un mille trois cent six (2.021.306) Parts Sociales Traçantes de Catégorie I; et
- (xi) cinq millions quatre cent vingt mille cinq cent trente-neuf (5.420.539) Parts Sociales Traçantes de Catégorie J,

toutes sous forme nominative d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1.-) chacune, à un montant de vingt-deux millions trois cent quatre-vingt-neuf mille six cent soixante-dix-sept Euros (EUR 22.389.677.-) représenté par

- (i) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales Ordinaires;
- (ii) un million deux cent mille (1.200.000) Parts Sociales Traçantes de Catégorie A;
- (iii) un million deux cent mille (1.200.000) Parts Sociales Traçantes de Catégorie B;
- (iv) un million deux cent mille (1.200.000) Parts Sociales Traçantes de Catégorie C;
- (v) six millions quatre cent vingt-deux mille huit cent quatorze (6.422.814) Parts Sociales Traçantes de Catégorie D;
- (vi) un million deux cent douze mille cinq cents (1.212.500) Parts Sociales Traçantes de Catégorie E;
- (vii) un million deux cent treize mille cinq cent dix-huit (1.213.518) Parts Sociales Traçantes de Catégorie F;
- (viii) un million deux cent douze mille cinq cents (1.212.500) Parts Sociales Traçantes de Catégorie G;
- (ix) un million deux cent soixante-et-un mille cinq cents (1.261.500) Parts Sociales Traçantes de Catégorie H;



- (x) deux millions vingt-et-un mille trois cent six (2.021.306) Parts Sociales Traçantes de Catégorie I;
- (xi) cinq millions quatre cent vingt mille cinq cent trente-neuf (5.420.539) Parts Sociales Traçantes de Catégorie J; et
- (xii) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales Traçantes de Catégorie K,

toutes sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1.-) chacune.

Troisième résolution

L'Assemblée décide d'accepter et d'enregistrer la souscription et la libération intégrale de l'augmentation de capital social comme suit:

Souscription - Libération

Ensuite a comparu Bock Capital EU Acquisitions Sakana S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, en voie d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, ici représentée par Monsieur Ryan Benjamin, employé de Saltgate S.A., dont l'adresse professionnelle est située à 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privée (laquelle procuration après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement), souscrit à douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales Traçantes de Catégorie K, nouvelles émises, ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1.-) chacune, et les libère intégralement par un apport en numéraire d'un montant total de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500.-).

Cet apport en numéraire d'un montant total de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500.-) sera intégralement affecté au compte de capital social de la Société.

Le montant de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500.-) est à la disposition de la Société dont la preuve a été donnée au notaire instrumentant.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'Article 5.1. des Statuts qui sera libellé de la manière suivante:

- « **5.1.** Le capital social de la Société est fixé à vingt-deux millions trois cent quatre-vingt-neuf mille six cent soixantedix-sept Euros (EUR 22.389.677.-) représenté par
 - (i) douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ordinaires (les Parts Sociales Ordinaires);
- (ii) un million deux cent mille (1.200.000) parts sociales traçantes de catégorie A (les Parts Sociales Traçantes de Catégorie A);
- (iii) un million deux cent mille (1.200.000) parts sociales traçantes de catégorie B (les Parts Sociales Traçantes de Catégorie B);
- (iv) un million deux cent mille (1.200.000) parts sociales traçantes de catégorie C (les Parts Sociales Traçantes de Catégorie C);
- (v) six millions quatre cent vingt-deux mille huit cent quatorze (6.422.814) parts sociales traçantes de catégorie D (les Parts Sociales Traçantes de Catégorie D);
- (vi) un million deux cent douze mille cinq cents (1.212.500) parts sociales traçantes de catégorie E (les Parts Sociales Traçantes de Catégorie E);
- (vii) un million deux cent treize mille cinq cent dix-huit (1.213.518) parts sociales traçantes de catégorie F (les Parts Sociales Traçantes de Catégorie F);
- (viii) un million deux cent douze mille cinq cents (1.212.500) parts sociales traçantes de catégorie G (les Parts Sociales Traçantes de Catégorie G);
- (ix) un million deux cent soixante-et-un mille cinq cents (1.261.500) parts sociales traçantes de catégorie H (les Parts Sociales Traçantes de Catégorie H);
- (x) deux millions vingt-et-un mille trois cent six (2.021.306) parts sociales traçantes de catégorie I (les Parts Sociales Traçantes de Catégorie I);
- (xi) cinq millions quatre cent vingt mille cinq cent trente-neuf (5.420.539) parts sociales traçantes de catégorie J (les Parts Sociales Traçantes de Catégorie J); et
- (xii) douze mille cinq cents (12.500) parts sociales traçantes de catégorie K (les Parts Sociales Traçantes de Catégorie K.

La Société peut aussi créer et émettre de temps à autre, sous réserve de et conformément à la Loi (i) des Parts Sociales Traçantes de Catégorie A supplémentaires, (ii) des Parts Sociales Traçantes de Catégorie B supplémentaires, (iii) des Parts Sociales Traçantes de Catégorie D supplémentaires, (v) des Parts Sociales Traçantes de Catégorie E supplémentaires, (vi) des Parts Sociales Traçantes de Catégorie F supplémentaires, (vii) des Parts Sociales Traçantes de Catégorie G supplémentaires, (viii) des Parts Sociales Traçantes de Catégorie H supplémentaires, (ix) des Parts Sociales Traçantes de Catégorie I supplémentaires, (x) des Parts Sociales Traçantes de Catégorie K supplémentaires, toutes



sous forme nominative et chacune ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1.-) (collectivement les Parts Sociales Traçantes, et individuellement une Part Sociale Traçante), qui traceront la performance et le rendement d'un investissement sous-jacent de la Société tel que spécifié au moment de l'émission.

Les Parts Sociales Traçantes de Catégorie A traceront la performance et le rendement de l'investissement direct de la Société dans le capital social de Jupiter Luxembourg S.à r.l..

Les Parts Sociales Traçantes de Catégorie B traceront la performance et le rendement de l'investissement direct de la Société dans le capital social de TA EU Luxembourg S.à r.l..

Les Parts Sociales Traçantes de Catégorie C traceront la performance et le rendement de l'investissement direct de la Société dans le capital social de TA EU Luxembourg III S.à r.l..

Les Parts Sociales Traçantes de Catégorie D traceront la performance et le rendement de l'investissement direct de la Société dans le capital social de TA EU Luxembourg II S.à r.l..

Les Parts Sociales Traçantes de Catégorie E traceront la performance et le rendement de l'investissement direct de la Société dans le capital social de TA EU Luxembourg Zebra S.à r.l..

Les Parts Sociales Traçantes de Catégorie F traceront la performance et le rendement de l'investissement direct de la Société dans le capital social de Mountainstream Holding II S.à r.l..

Les Parts Sociales Traçantes de Catégorie G traceront la performance et le rendement de l'investissement direct de la Société dans le capital social de TA EU Luxembourg V S.à r.l..

Les Parts Sociales Traçantes de Catégorie H traceront la performance et le rendement de l'investissement direct de la Société dans le capital social de TA EU Luxembourg VI S.à r.l..

Les Parts Sociales Traçantes de Catégorie I traceront la performance et le rendement de l'investissement direct de la Société dans le capital social de TA EU Luxembourg VII S.à r.l..

Les Parts Sociales Traçantes de Catégorie J traceront la performance et le rendement de l'investissement direct de la Société dans le capital social de EU Luxembourg Fuji S.à r.l..

Les Parts Sociales Traçantes de Catégorie K traceront la performance et le rendement de l'investissement direct de la Société dans le capital social de Bock Capital EU Luxembourg Sakana S.à r.l..

Les Parts Sociales Ordinaires et les Parts Sociales Traçantes sont désignées collectivement et indépendamment de leur classe comme des Parts Sociales et individuellement et indépendamment de leur classe comme une Part Sociale.»

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus et donnent pouvoir et autorité à tout gérant de la Société et tout employé de Saltgate S.A., agissant individuellement, afin d'inscrire, au nom et pour le compte de la Société, les parts sociales nouvelles émises dans le registre des associés de la Société et d'accomplir toutes les formalités qui s'y rapportent (y compris, pour éviter tout doute, la signature dudit registre).

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incomberont à la Société en raison du présent acte sont estimés à environ EUR 1.600,-.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture de l'acte, le notaire le signe avec les parties comparantes.

Signé: R. BENJAMIN, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 17 février 2015. Relation: 1LAC/2015/5060. Reçu soixante-quinze euros 75.00 €.

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mars 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015048994/494.

(150056607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.



Tennis Angels A.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-4970 Bettange/Mess, 76, rue Haard.

R.C.S. Luxembourg F 10.341.

STATUTS

Entre les personnes désignées ci-après, il est fondé l'association sans but lucratif «TTL Angels»

- 1. Gilbert Jost, administrateur de sociétés, demeurant à L-4970 Bettange/Mess, 76 rue Haard, de nationalité luxembourgeoise;
 - 2. Victor Elvinger, avocat, demeurant à L-2139 Luxembourg, 7 rue Louise Michel, de nationalité luxembourgeoise;
 - 3. Carlo Thoma, fonctionnaire e.r., demeurant à L-3862 Schifflange, 53 Cité op Soltgen, de nationalité luxembourgeoise;

Chapitre 1 er . - Dénomination, durée, siège social

- Art. 1 er. L'Association est dénommée «Tennis Angels A.s.b.l.». Elle est régie par les présents statuts et les dispositions de la loi du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif, telle que modifiée.
 - Art. 2. La durée de l'association est illimitée.
 - Art. 3. Son siège social est établi à 76 rue Haard, L-4970 Bettange/Mess

Chapitre 2. - Objet

Art. 4. L'association a pour objet le soutien de jeunes joueurs et joueuses de tennis.

L'association peut entreprendre toutes activités, dans les limites établies par la loi, en vue de se procurer les fonds et revenus nécessaires pour réaliser son objet.

Chapitre 3. - Membres et conditions d'entrée et de sortie

- Art. 5. L'association se compose de membres associés dont le nombre ne peut être inférieur à trois.
- Art. 6. La qualité de membre associé s'acquiert:
- par l'admission par l'unanimité des membres associés présents ou représentés à l'assemblée générale ordinaire suite à une demande d'admission écrite remise au plus tard 10 jours avant le début de l'assemblée générale au président du conseil d'administration, et
 - par le paiement de la cotisation annuelle.
 - Art. 7. La qualité de membre associé se perd:
 - par la démission volontaire adressée par lettre recommandée au conseil d'administration
- par l'exclusion, à prononcer par l'assemblée générale, statuant à la majorité des deux tiers des voix, pour toute raison grave à apprécier par elle.
 - par le non-paiement, à son échéance, de la cotisation annuelle.

Le membre démissionnaire ou exclu n'a aucun droit sur le fonds social et ne peut pas réclamer le remboursement des cotisations qu'il a versées.

Art. 8. Les membres associés paient une cotisation annuelle dont le montant et l'échéance sont fixés par l'assemblée générale. Elle ne peut être supérieure à 1.000,-€.

Chapitre 4. - Assemblée générale

- Art. 9. L'assemblée générale est composée de l'ensemble des membres associés de l'association. Elle se tient le premier vendredi du mois de juin de chaque année à 17 heures au siège social. Elle peut toutefois être réunie extraordinairement autant de fois que l'intérêt de l'association l'exige.
 - Art. 10. Les attributions de l'assemblée générale comportent le droit:
- de modifier les statuts et de prononcer la dissolution de l'association en se conformant aux dispositions légales en la matière
 - de nommer et de révoquer les administrateurs
 - de donner décharge aux administrateurs
 - d'approuver annuellement les budgets et les comptes
 - de désigner un réviseur de caisse
 - d'exercer tous les autres pouvoirs dérivant de la loi et des statuts
- **Art. 11.** Les membres associés sont convoqués aux assemblées générales par le conseil d'administration ou lorsqu'un cinquième des associés en fait la demande.



Les convocations se font par lettre circulaire, télécopie et/ou e-mail adressés à chacun des membres, ou par voie de presse.

La convocation contiendra l'ordre du jour de l'assemblée générale.

- **Art. 12.** L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, à défaut, par le plus âgé des administrateurs présents.
- **Art. 13.** Tous les membres associés ont un droit de vote égal à l'assemblée générale. En cas d'empêchement, un membre pourra se faire représenter par un autre membre moyennant une procuration.

Les résolutions sont prises à la majorité simple des voix présentes ou représentées, sauf dans le cas où il en est décidé autrement par la loi ou les statuts.

En cas de partage des voix, celle du président ou de celui qui le remplace, est prépondérante.

Art. 14. Les décisions de l'assemblée générale sont consignées dans les procès-verbaux qui sont signés par le président et un administrateur.

Les résolutions de l'assemblée générale sont archivées au siège social aux fins de publication et peuvent être consultées par les associés et les tiers.

Chapitre 5. - Conseil d'administration

- **Art. 15.** L'association est administrée par un conseil d'administration, composé de trois membres au moins, nommés et révocables par l'assemblée générale et choisis parmi les membres associés de l'association.
 - Art. 16. La durée du mandat des administrateurs est fixée à quatre années.

En cas de vacance d'un siège il pourra être pourvu à son remplacement par cooptation par les membres restants du conseil. La prochaine assemblée générale procédera à l'élection statutaire.

Si la vacance porte cependant sur deux ou plusieurs sièges, le conseil d'administration convoquera dans le mois une assemblée générale extraordinaire, appelée à procéder aux nominations qui s'imposent.

Les candidats pour le conseil d'administration doivent remettre leur candidature au plus tard 5 jours avant le début de l'assemblée générale au président.

- Art. 17. Le conseil d'administration désignera parmi ses membres un président, un trésorier et un secrétaire.
- En cas d'empêchement du président, ses fonctions sont assurées par le plus âgé des administrateurs présents.
- **Art. 18.** Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou de deux administrateurs, aussi souvent que l'intérêt de l'association l'exige. Il ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente.
- Art. 19. Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix émises par les administrateurs présents.

En cas de partage des voix, celle du président ou de l'administrateur qui le remplace est prépondérante.

- **Art. 20.** Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association. Il peut notamment, sans que cette énumération soit limitative et sans préjudice de tous autres pouvoirs dérivant de la loi ou des statuts, faire et passer tous actes et tous contrats, transiger, compromettre, acquérir, échanger, vendre tous biens meubles et immeubles, hypothéquer, emprunter, conclure des baux de toute durée, accepter tous legs, subsides, donations et transferts, renoncer à tous droits, conférer tous pouvoirs à des mandataires de son choix, représenter l'association en justice, tant en défendant qu'en demandant.
- **Art. 21.** Les actes qui engagent l'association autres que ceux de la gestion journalière sont signés, soit par le président, soit par deux administrateurs, lesquels n'auront pas à justifier de leurs pouvoirs à l'égard des tiers.

Chapitre 6. - Mode de règlement des comptes

- Art. 22. L'exercice social commence le premier janvier et prend fin le trente et un décembre la fin de l'année.
- Art. 23. Le trésorier désigné par le conseil d'administration est chargé de la gestion financière de l'association.
- Art. 24. L'assemblée générale annuelle désigne un réviseur de caisse qui n'est pas membre du conseil d'administration. Ce dernier effectue la vérification annuelle des comptes de l'association et soumet son rapport à la prochaine assemblée générale ordinaire, avant le vote relatif à l'approbation du compte de l'exercice écoulé.
- **Art. 25.** Pour le 30 avril de chaque année le conseil d'administration dresse le bilan des recettes et des dépenses et le soumet annuellement pour approbation et décharge à l'assemblée générale.

Chapitre 7. - Modification des statuts

Art. 26. La modification des statuts se fait d'après les dispositions des articles 4, 8 et 9 de la loi du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif, telle que modifiée.



Chapitre 8. - Dissolution

Art. 27. Dans tous les cas de dissolution volontaire ou judiciaire, l'actif net de l'association sera affecté à une oeuvre de bienfaisance dans le domaine sportif.

Chapitre 9. - Dispositions générales

Art. 28. Sont applicables pour le surplus et pour tous les cas non prévus par les présents statuts, les dispositions de la loi du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif, telle que modifiée.

Fait à Luxembourg, le 30 janvier 2015.

Gilbert Jost / Victor Elvinger / Carlo Thoma.

Référence de publication: 2015049530/109.

(150056785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

BPI XIII S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg. R.C.S. Luxembourg B 195.754.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the tenth day of March.

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

THERE APPEARED:

BPI VII S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of one hundred thousand euro (EUR 100,000) having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L- 1273 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 192.093,

here represented by Mr Luis A. Aguerre Enríquez, Doctor en Derecho, professionally residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it wishes to incorporate with the following articles of association:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name BPI XIII S.à r.l. (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

- 2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.
- 2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation, right of any kind, or which form part of the same group of companies as the Company.
- 2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.
- 2.4 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.
- 2.5 The Company shall not be acting as an alternative investment fund as defined in the law of 12 July 2013 on Alternative Investment Fund Managers and shall not carry out any other activity which would be subject to supervision by the Commission de Surveillance du Secteur Financier. In particular, the Company will not (directly or indirectly) actively market its shares or other securities to investors.

Art. 3. Duration.

- 3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.
- 3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.



- 4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.
- 4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.
- 4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

- 5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by one million two hundred fifty thousand (1,250,000) shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each.
- 5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.
 - 5.3 The Company may redeem its own shares.

Art. 6. Shares.

- 6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.
- 6.2 The shares of the Company are in registered form.
- 6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.
- 6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

- 7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.
- 7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.
 - 7.3 The shares are freely transferable among shareholders.
- 7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.
- 7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.
- 7.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders representing three quarters of the rights owned by the surviving shareholders. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

C. Decisions of the shareholders

Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

- 8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.
 - 8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.
- 8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.
- 8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.
- Art. 9. General meetings of shareholders. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg



at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Quorum and vote.

- 10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.
- 10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital.
 - Art. 11. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.
- **Art. 12. Amendments of the articles of association.** Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

D. Management

Art. 13. Composition and powers of the board of managers.

- 13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers which shall be composed of one or more class A managers (the "Class A Manager(s)") and one or more class B managers (the "Class B Manager(s)").
- 13.2 Any reference made hereinafter to the "managers" shall in such case be construed as a reference to the Class A Manager(s) and/or the Class B Manager(s), depending on the context and as applicable. If the Company is managed by one manager, a reference to the "board of managers" used in these articles of association is to be construed as a reference to the sole manager.
- 13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.
- 13.4 The board of managers shall respect any requirements for approval by the majority shareholders of matters set forth in any agreement among the shareholders, as may be amended or replaced from time to time.

Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.

- 14.1 The managers shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.
- 14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company's share capital and in accordance with the provisions of any agreement between the shareholders, as such agreement may from time to time be amended or replaced.
- **Art. 15. Vacancy in the office of a manager.** In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager in accordance with the provisions of any agreement between the shareholders, as such agreement may from time to time be amended or replaced, by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

Art. 16. Convening meetings of the board of managers.

- 16.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.
- 16.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers at least twenty-four (24) hours in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.
- 16.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 17. Conduct of meetings of the board of managers.

17.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.



- 17.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.
- 17.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.
- 17.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.
- 17.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager are present or represented at a meeting of the board of managers.
- 17.6 Decisions shall be taken by the vote of a majority of managers present or represented at such meeting, including at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager present or represented subject to any agreement between the shareholders, as may be amended or replaced from time to time.
- 17.7 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.
- Art. 18. Minutes of the meeting of the board of managers. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any) or by one (1) Class A Manager together with one (1) Class B Manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by one (1) Class A Manager together with one (1) Class B Manager.
- Art. 19. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the joint signatures of one (1) Class A Manager together with one (1) Class B Manager, or (ii) by the joint signatures of any person to whom such power to sign may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

E. Audit and supervision

Art. 20. Auditor(s).

- 20.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.
- 20.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.
 - 20.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.
- 20.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé (s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.
- 20.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 21. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 22. Annual accounts and allocation of profits.

- 22.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.
- 22.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.
- 22.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.
- 22.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.
- 22.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.
 - 22.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.



Art. 23. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

- 23.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.
- 23.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the share-holders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

- 24.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.
- 24.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

H. Final clause - Governing law

Art. 25. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provisions

- 1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2015.
 - 2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The one million two hundred fifty thousand (1,250,000) shares issued have been subscribed by BPI VII S.à r.l., aforementioned, for the price of one hundred sixty-eight million five hundred nineteen thousand three hundred seventy-six euro and thirty-six cents (EUR 168,519,376.36).

The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in kind consisting of one million two hundred fifty thousand (1,250,000) shares of BPI XIV S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, the registration of which with the Luxembourg Trade and Companies' Register is pending.

Proof of the existence and the value of the above-mentioned contribution has been produced to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of one hundred sixty-eight million five hundred nineteen thousand three hundred seventy-six euro and thirty-six cents (EUR 168,519,376.36) consists of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) for the share capital and one hundred sixty-eight million five hundred six thousand eight hundred seventy-six euro and thirty-six cents (EUR 168,506,876.36) for the share premium.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately six thousand six hundred euro (EUR 6,600.-).

Resolutions of the shareholder

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, has passed the following resolutions:

- 1. The address of the registered office of the Company is set at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.
- 2. The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited term:

Class A Managers:

- (i) Mr. Ian Sandford, born on 29 January 1963 in Exeter, England, having his professional address at Avda Puerto Venecia s/n, La casa de la colina, CP 50021 Zaragoza, Spain;
- (ii) Mr. Collin J. Beecroft, born on 22 August 1961 in San Diego, California, United States of America, having his professional address at The Baupost Group, L.L.C., 10 Saint James Avenue, Suite 1700, Boston, Massachusetts 02116, United States of America; and



Class B Managers:

- (i) Ms. Sonia Baldan, born on 27 January 1960 in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having her professional address at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg; and
- (ii) Ms. Catherine Koch, born on 12 February 1965 in Sarreguemines, France, having her professional address at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version shall prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le dix mars.

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

BPI VII S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de cent mille euros (EUR 100.000), ayant son siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 192.093

dûment représentée par Monsieur Luis A. Aguerre Enríquez, Doctor en Derecho, résidant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La partie comparante a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'elle souhaite constituer avec les statuts suivants:

A. Nom - Objet - Durée - Siège social

Art. 1 er. Nom - Forme. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination «BPI XIII S.à r.l.» (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Objet.

- 2.1 La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille de participations.
- 2.2 La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte, un droit de quelque nature que ce soit, ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.
- 2.3 Excepté par voie d'appel publique à l'épargne, la Société peut lever des fonds en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.
- 2.4 La Société peut exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets.
- 2.5 La Société ne peut agir comme un fonds d'investissement alternatif tel que défini par la loi du 12 juillet 2013 relative aux Gestionnaires de Fonds d'Investissement Alternatifs et ne peut exercer aucune activité qui serait soumise au contrôle de la Commission de Surveillance du Secteur Financier. La Société ne peut notamment pas commercialiser activement (directement ou indirectement) ses parts sociales ou autres valeurs mobilières auprès d'investisseurs.

Art. 3. Durée.

- 3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.
- 3.2 Elle peut être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.



- 4.2 Le siège social peut être transféré au sein de la même commune par décision du conseil de gérance. Il peut être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.
- 4.3 Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil de gérance.
- 4.4 Dans l'hypothèse où le conseil de gérance estimerait que des événements exceptionnels d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou seraient imminents, de nature à interférer avec l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Capital social.

- 5.1 Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune.
- 5.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés de la Société, adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents statuts.
 - 5.3 La Société peut racheter ses propres parts sociales.

Art. 6. Parts sociales.

- 6.1 Le capital social de la Société est divisé en parts sociales ayant chacune la même valeur nominale.
- 6.2 Les parts sociales de la Société sont nominatives.
- 6.3 La Société peut avoir un ou plusieurs associés, avec un nombre maximal de quarante (40) associés.
- 6.4 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire d'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la Société.

Art. 7. Registre des parts sociales - Transfert des parts sociales.

- 7.1 Un registre des parts sociales est tenu au siège social de la Société où il est mis à disposition de chaque associé pour consultation. Ce registre contient toutes les informations requises par la Loi. Des certificats d'inscription peuvent être émis sur demande et aux frais de l'associé demandeur.
- 7.2 La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par part sociale. Les copropriétaires indivis nommeront un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits relatifs à cette part sociale, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.
 - 7.3 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.
- 7.4 Inter vivos, les parts sociales seront uniquement transférables à de nouveaux associés sous réserve qu'une telle cession ait été approuvée par les associés représentant une majorité des trois quarts du capital social.
- 7.5 Toute cession de parts sociales est opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à, ou après l'acceptation de la cession par la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.
- 7.6 En cas de décès, les parts sociales de l'associé décédé pourront être uniquement transférées au nouvel associé sous réserve qu'un tel transfert ait été approuvé par les associés survivants représentant les trois quarts des droits des survivants. Un tel agrément n'est cependant pas requis dans l'hypothèse où les parts sociales sont transférées soit aux ascendants, descendants ou au conjoint survivant.

C. Décisions des associés

Art. 8. Décisions collectives des associés.

- 8.1 L'assemblée générale des associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents statuts.
- 8.2 Chaque associé a la possibilité de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts sociales qu'il détient.
- 8.3 Dans l'hypothèse où et tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, des décisions collectives qui relèveraient d'ordinaire de la compétence de l'assemblée générale, pourront être valablement adoptées par voie de décisions écrites. Dans une telle hypothèse, chaque associé recevra le texte de ces résolutions ou des décisions à adopter expressément formulées et votera par écrit.
- 8.4 En cas d'associé unique, cet associé exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés en vertu des dispositions de la section XII de la Loi et des présents statuts. Dans cette hypothèse, toute référence faite à «l'assemblée générale des associés» devra être entendue comme une référence à l'associé unique selon le contexte et le cas échéant et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés seront exercés par l'associé unique.
- Art. 9. Assemblées générales des associés. Dans l'hypothèse où la Société aurait plus de vingt-cinq (25) associés, une assemblée générale des associés devra être tenue au minimum dans les six (6) mois suivant la fin de l'exercice social au



Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit tel que précisé dans la convocation à cette assemblée générale. D'autres assemblées générales d'associés pourront être tenues aux lieux et heures indiquées dans les convocations aux assemblées générales correspondantes. Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et renoncent aux formalités de convocation, l'assemblée pourra être tenue sans convocation ou publication préalable.

Art. 10. Quorum et vote.

- 10.1 Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il détient.
- 10.2 Sous réserve d'un quorum plus élevé prévu par les présents statuts ou la Loi, les décisions collectives des associés de la Société ne seront valablement adoptées que pour autant qu'elles auront été adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.
- **Art. 11. Changement de nationalité.** Les associés ne peuvent changer la nationalité de la Société qu'avec le consentement unanime des associés.
- **Art. 12. Modification des statuts.** Toute modification des statuts requiert l'accord d'une (i) majorité des associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social.

D. Gérance

Art. 13. Composition et pouvoirs du conseil de gérance.

- 13.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si la Société a plusieurs gérants, les gérants forment un conseil de gérance composé d'un ou plusieurs gérant(s) de catégorie A (le(s) «Gérant(s) de Catégorie A») et d'un ou plusieurs gérant(s) de catégorie B (le(s) «Gérant(s) de Catégorie B»).
- 13.2 Toute référence faite aux «gérants» ci-après devra être entendue comme une référence au(x) Gérant(s) de Catégorie A et/ou au(x) Gérant(s) de Catégorie B, selon le contexte et le cas échéant. Lorsque la Société est gérée par un gérant unique, une référence au «conseil de gérance» dans ces statuts devra être entendue comme une référence au gérant unique.
- 13.3 Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile pour l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des associés.
- 13.4 Le conseil de gérance doit respecter toutes conditions posées pour l'approbation par les associés majoritaires de tous points prévus dans toute convention entre les associés, telle que modifiée ou remplacée de temps à autre.

Art. 14. Nomination, révocation des gérants et durée du mandat des gérants.

- 14.1 Les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés qui détermine leur rémunération et la durée de leur mandat.
- 14.2 Les gérants sont nommés et peuvent être librement révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société et conformément aux dispositions de toute convention entre les associés telle que modifiée ou remplacée de temps à autre.
- Art. 15. Vacance d'un poste de gérant. Dans l'hypothèse où un poste de gérant deviendrait vacant suite au décès, à l'incapacité juridique, la faillite, la démission ou pour tout autre motif, cette vacance peut être pourvue de manière temporaire et pour une période ne pouvant excéder celle du mandat initial du gérant remplacé, conformément aux disposition de toute convention entre les associés, modifiées ou remplacées de temps à autre, par les gérants restants jusqu'à la prochaine assemblée des associés appelée à statuer sur la nomination permanente, conformément aux dispositions légales applicables.

Art. 16. Convocation aux réunions du conseil de gérance.

- 16.1 Le conseil de gérance se réunit sur convocation de tout gérant. Les réunions du conseil de gérance sont tenues au siège social de la Société sauf indication contraire dans la convocation à la réunion.
- 16.2 Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance par rapport à l'heure fixée dans la convocation, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs d'une telle urgence seront mentionnées dans la convocation. Une telle convocation peut être omise en cas d'accord écrit de chaque gérant, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une copie d'un tel document signé constituera une preuve suffisante d'un tel accord. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour un conseil de gérance dont le lieu et l'heure auront été déterminés par une décision adoptée lors d'un précédent conseil de gérance, communiquée à tous les membres du conseil de gérance.
- 16.3 Aucune convocation préalable ne sera requise dans l'hypothèse où tous les gérants seront présents ou représentés à un conseil de gérance et renonceraient aux formalités de convocation ou dans l'hypothèse de décisions écrites, approuvées et signées par tous les membres du conseil de gérance.



Art. 17. Conduite des réunions du conseil de gérance.

- 17.1 Le conseil de gérance peut élire un président du conseil de gérance parmi ses membres. Il peut également désigner un secrétaire, qui peut ne pas être membre du conseil de gérance et qui sera chargé de tenir les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.
- 17.2 Le président du conseil de gérance, le cas échéant, préside toutes les réunions du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance peut nommer provisoirement un autre gérant comme président temporaire par un vote à la majorité des voix présentes ou représentées à la réunion.
- 17.3 Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant tout autre gérant comme son mandataire par écrit, ou par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie du mandat en constituant une preuve suffisante. Un gérant peut représenter un ou plusieurs, mais non l'intégralité des membres du conseil de gérance.
- 17.4 Les réunions du conseil de gérance peuvent également se tenir par téléconférence ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes y participant de s'entendre mutuellement sans discontinuité et garantissant une participation effective à cette réunion. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne et la réunion tenue par de tels moyens de communication est réputée s'être tenue au siège social de la Société.
- 17.5 Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si au moins un (1) Gérant de Catégorie A et un (1) Gérant de Catégorie B sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance.
- 17.6 Les décisions sont prises par un vote à la majorité des gérants présents ou représentés à la réunion comprenant au moins un (1) Gérant de Catégorie A et un (1) Gérant de Catégorie B présents ou représentés sous réserve de toute convention entre les associés, telle que modifiée ou remplacée de temps à autre.
- 17.7 Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des décisions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Chaque gérant peut exprimer son consentement séparément, l'ensemble des consentements attestant de l'adoption des décisions. La date de ces décisions sera la date de la dernière signature.
- Art. 18. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président, le cas échéant, ou, en son absence, par le président temporaire et le secrétaire (le cas échéant), ou par un (1) Gérant de Catégorie A et un (1) Gérant de Catégorie B. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou autre seront, le cas échéant, signés par le président, ou par un (1) Gérant de Catégorie A et un (1) Gérant de Catégorie B.
- Art. 19. Rapports avec les tiers. La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances (i) par la signature conjointe d'un (1) Gérant de Catégorie A et d'un (1) Gérant de Catégorie B, ou (ii) par la signature conjointe de toutes personnes auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance, dans les limites de cette délégation.

E. Audit et surveillance

Art. 20. Commissaire(s) - réviseur(s) d'entreprises agréé(s).

- 20.1 Dans l'hypothèse où, et tant que la Société aura plus de vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires. L'assemblée générale des associés désigne les commissaires et détermine la durée de leurs fonctions.
- 20.2 Un commissaire pourra être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif, par l'assemblée générale des associés.
 - 20.3 Le commissaire a un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents sur toutes les opérations de la Société.
- 20.4 Si les associés de la Société désignent un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, la fonction de commissaire sera supprimée.
- 20.5 Le réviseur d'entreprises agréé ne pourra être révoqué par l'assemblée générale des associés que pour juste motif ou avec son accord.

F. Exercice social - Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Acomptes sur dividendes

Art. 21. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre de la même année.

Art. 22. Comptes annuels et distribution des bénéfices.

- 22.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le conseil de gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes, conformément à la loi.
- 22.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.



- 22.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société par un associé peuvent également être affectées à la réserve légale, si cet associé consent à cette affectation.
- 22.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.
- 22.5 Sur proposition du conseil de gérance, l'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts.
- 22.6 Les distributions aux associés sont effectuées en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent dans la Société.

Art. 23. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées.

- 23.1 Le conseil de gérance peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable intermédiaire préparé par le conseil de gérance et faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués. Le montant destiné à être distribué ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes destinées à être affectées à une réserve dont la Loi ou les présents statuts interdisent la distribution.
- 23.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou réserve distribuable peut être librement distribuée aux associés conformément à la Loi et aux présents statuts.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

- 24.1 En cas de dissolution de la Société conformément à l'article 3.2 des présents statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des associés ayant décidé de cette dissolution et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.
- 24.2 Le surplus résultant de la réalisation de l'actif et du passif sera distribué entre les associés en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent dans la Société.

H. Disposition finale - Loi applicable

Art. 25. Loi applicable. Tout ce qui n'est pas régi par les présents statuts, sera déterminé en conformité avec la Loi.

Dispositions transitoires

- 1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2015.
- 2. Des acomptes sur dividendes pourront être distribués pendant le premier exercice social de la Société.

Souscription et paiement

Les un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales émises ont été souscrites par BPI VII S.à r.l., susmentionnée, pour un prix de cent soixante-huit millions cinq cent dix-neuf mille trois cent soixante-seize euros et trentesix cents (EUR 168.519.376,36).

Les parts sociales ainsi souscrites ont été intégralement libérées par un apport en nature consistant en un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales de BPI XIV S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

La preuve de l'existence et de la valeur de cet apport a été produite au notaire soussigné.

L'apport global d'un montant de cent soixante-huit millions cinq cent dix-neuf mille trois cent soixante-seize euros et trente-six cents (EUR 168.519.376,36) consiste en douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) pour le capital social et cent soixante-huit millions cinq cent six mille huit cent soixante-seize euros et trente-six cents (EUR 168.506.876,36) pour la prime d'émission.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué à environ six mille six cents euros (EUR 6.600,-).

Résolutions de l'associé

L'associé fondateur, représentant l'intégralité du capital social de la Société et ayant renoncé aux formalités de convocation, a adopté les résolutions suivantes:

- 1. L'adresse du siège social de la Société est établie au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.
- 2. Les personnes suivantes sont nommées gérants pour une durée indéterminée:

Gérants de Catégorie A:

(i) Monsieur lan Sandford, né le 29 Janvier 1963 à Exeter, Angleterre, résidant professionnellement au Avda Puerto Venecia s/n, La casa de la colina, CP 50021 Zaragoza, Espagne;



(ii) Monsieur Collin J. Beecroft, né le 22 août 1961 à San Diego, Californie, Etats-Unis d'Amérique, résidant professionnellement auprès de The Baupost Group, L.L.C., 10 Saint James Avenue, Suite 1700, Boston, Massachusetts 02116, Etats-Unis d'Amérique; et

Gérants de Catégorie B:

- (i) Madame Sonia Baldan, née le 27 janvier 1960 à Luxembourg, Grand- Duché de Luxembourg, résidant professionnellement au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg; et
- (ii) Madame Catherine Koch, née le 12 février 1965 à Sarreguemines, France, résidant professionnellement au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; à la demande de la même partie comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

L'acte ayant été lu au mandataire de la partie comparante connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire de la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L. A. AGUERRE ENRÍQUEZ, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 12 mars 2015. Relation: 2LAC/2015/5337. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivré à la société.

Luxembourg, le 26 mars 2015.

Référence de publication: 2015049018/554.

(150056729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

NDH Communication, Société Anonyme.

Siège social: L-4048 Esch-sur-Alzette, 17, rue Helen Buchholtz.

R.C.S. Luxembourg B 179.612.

Extrait des résolutions du conseil d'administration du 17 mars 2015

Monsieur David KAUFMAN, né le 17 mai 1978 à Metz (France), demeurant 1, impasse du Houblon à F-57100 Thionville (France), est nommé Délégué à la gestion journalière de la société. Il peut engager la société par sa seule signature et dispose d'un pouvoir de co-signature obligatoire.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015048659/12.

(150055305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2015.

Vesta Investment Sicav, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 155.529.

Suite à la démission de Monsieur Alessandro Bottinelli de son poste d'administrateur de la Société et à la nomination d'un nouvel administrateur remplaçant avec effet au 30 mars 2015, le Conseil d'Administration se compose, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2015, de:

- Monsieur Régis Leoni, Président,
- Monsieur Vincent Frederick, Administrateur,
- Monsieur Hélie de Cornois, Administrateur, avec adresse professionnelle au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Lu-xembourg.

Luxembourg, le 30 mars 2015.

Pour Vesta Investment SICAV

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliataire

Référence de publication: 2015049574/18.

(150056231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.



Alba Cbc S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 500.000,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 192.797.

In the year two thousand fifteen, on the twenty-fourth day of March.

Before the undersigned, Maître Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED

ALBA MASTERCO REAL ESTATE S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg and a share capital of two hundred ninety-five thousand Euros (EUR 295,000.-), registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 192122,

here represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, with professional address in Esch/Alzette, by virtue of a proxy under private seal.

The said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of "ALBA CBC S.à r.l.", a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 192797, incorporated pursuant to a deed of the notary Maître Francis KESSELER, notary public residing in - 1-Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, dated 21 November 2014, whose articles of incorporation (the "Articles") were published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 81 dated 12 January 2015, page 3854. The Articles have not been amended since.

The appearing party, representing the whole corporate capital, requires the notary to act the following resolutions taken in accordance with the provisions of article 200-2 of the Luxembourg law on commercial companies of 10 August 1915, as amended, pursuant to which the sole shareholder of a société à responsabilité limitée shall exercise the powers of the general meeting of shareholders of the company and the decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing:

First resolution

The sole shareholder decides to amend the first paragraph of article 7 and article 11 of the Articles, which provisions shall henceforth read as follows:

- "7. Powers of the manager. The Manager may take all or any action which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by these Articles or Luxembourg Law to be decided upon by the Shareholder. The Manager shall not carry out any of the decisions listed below (except decisions relating to Articles 7.1 to 7.4 which will require the unanimous prior written consent of a committee composed of the limited partners from time to time in ALBA REAL ESTATE SCS, a common limited partnership (société en commandite simple) under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 191284."
- " **11. Shareholder's resolutions.** The Shareholder exercises the powers of the general meeting, and decisions of the Shareholder shall be recorded in minutes or drawn-up in writing."

Second resolution

The sole shareholder decides to increase the issued share capital of the Company by an amount of four hundred eighty-seven thousand and five hundred Euros (EUR 487,500.-), so as to bring it from its current amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) to five hundred thousand Euros (EUR 500,000.-), by creating and issuing four hundred eighty-seven thousand and five hundred (487,500) new shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (the "New Shares"), each of such New Shares having the rights and obligations set forth in the Articles.

The New Shares are subscribed and fully paid up by ALBA MASTERCO REAL ESTATE S.à r.l., prenamed, the sole shareholder of the Company.

Such New Shares are paid up by a contribution in cash of an amount of five million Euros (EUR 5,000,000.-), of which four hundred eighty-seven thousand and five hundred Euros (EUR 487,500.-) are allocated to the share capital of the Company and four million five hundred twelve thousand and five hundred Euros (EUR 4,512,500.-) are allocated to the share premium account of the Company.

Proof of the existence and of the value of the contribution has been produced to the Company.



Third resolution

As a consequence of the above resolution, the sole shareholder decides to amend article 5.1 of the Articles in order to reflect the above decision, which shall henceforth read as follows:

" **5.1.** The share capital of the Company is five hundred thousand Euros (EUR 500,000.-) divided into five hundred thousand (500,000) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (the "Shares"). In these Articles, "Shareholder" means the holder at the relevant time of the Shares."

Whereof the present deed is drawn up in Esch/Alzette on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français de ce qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-quatrième jour de mars.

Par-devant la soussignée Maître Blanche MOUTRIER, notaire résidant à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU

ALBA MASTERCO REAL ESTATE S.à r.l., une société à responsabilité limitée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg et un capital social de deux cent quatre-vingt-quinze mille euros (EUR 295.000,-), immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 192122,

ici représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, résidant à Esch/Alzette, en vertu d'une procuration délivrée sous seing privé.

Ladite procuration, signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera attachée au présent acte pour être soumise avec lui aux autorités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'associé unique de "ALBA CBC S.à r.l.", une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 192797, constituée par un acte notarié de Maître Francis KESSELER, notaire résidant à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 21 novembre 2014 et dont les statuts (les "Statuts") ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 81 du 12 janvier 2015, page 3854. Les Statuts n'ont pas été modifiés depuis.

La partie comparante, représentant l'ensemble du capital social, requiert le notaire d'acter les résolutions suivantes prises conformément aux dispositions de l'article 200-2 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée, selon lesquelles l'associé unique d'une société à responsabilité limitée exercera les pouvoirs de l'assemblée générale des associés de la Société et les décisions de l'associé unique seront documentées dans un procèsverbal ou rédigées par écrit:

Première résolution

L'associé unique décide de modifier le premier paragraphe de l'article 7 et l'article 11 des Statuts, qui se liront désormais comme suit:

- " 7. Pouvoirs du gérant. Le Gérant aura tous pouvoirs pour prendre les actions qui sont nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société, sous réserve des actions qui sont réservées par la Loi Luxembourgeoise ou les présents Statuts à une décision des Associés. Le Gérant ne pourra prendre les décisions figurant ci-dessous (sauf s'agissant des décisions figurant aux articles 7.1 à 7.4 qui requièrent le consentement unanime préalable d'un comité composé des associés commanditaires au moment donné de ALBA REAL ESTATE SCS, une société en commandite simple sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 191284."
- " 11. Résolutions d'associé. L'Associé exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés, et les décisions de l'Associé sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit."

Deuxième résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social émis de la Société d'un montant de quatre cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euros (EUR 487.500,-), afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12,500,-) à cinq cent mille euros (EUR 500.000,-), par la création et l'émission de quatre cent quatre-vingt-sept mille cinq cents (487.500) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune (les "Nouvelles Parts Sociales"), chacune de ces Nouvelles Parts Sociales ayant les droits et obligations décrits dans les Statuts.



Les Nouvelles Parts Sociales sont souscrites et entièrement libérées par ALBA MASTERCO REAL ESTATE S.à r.l., précité, le seul associé de la Société.

Les Nouvelles Parts Sociales ont été payées par voie d'apport en numéraire d'un montant total de cinq millions d'euros (EUR 5.000.000,-), dont quatre cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euros (EUR 487.500,-) sont alloués au capital social de la Société et quatre millions cinq cent douze mille cinq cents euros (EUR 4.512.500,-) sont alloués au compte de prime d'émission de la Société.

La preuve de l'existence et de la valeur de cette contribution a été présentée à la Société

Troisième résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'associé unique décide de modifier l'article 5.1 des Statuts afin de refléter la décision précédente, qui se lira désormais comme suit:

" **5.1.** Le capital social de la Société est fixé à cinq cent mille euros (EUR 500.000,-) représenté par cinq cent mille (500.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune (les "Parts Sociales"). Dans les présents Statuts, "Associé" signifie le détenteur à un moment donné des Parts Sociales."

Dont acte, fait et passé à Esch/Alzette, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la requête de la partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la partie comparante connu du notaire par son nom, prénom, statut civil et résidence, le mandataire de la partie comparante a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: AFONSO-DA CHAO CONDE, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 27/03/2015. Relation: EAC/2015/6926. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 01/04/2015.

Référence de publication: 2015049646/133.

(150057486) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1er avril 2015.

Jesada S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 46.218.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2015.

Référence de publication: 2015049272/10.

(150056875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Macaines Mining Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 50.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 184.174.

EXTRAIT

La Société prend acte de la nouvelle adresse de Monsieur Mauro Ostwald, gérant de la Société, comme suit:

Laan van Roos en Doorn 29B

2514BC Den Haag

Pays-Bas.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2015.

Référence de publication: 2015049328/15.

(150056671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Editeur: Service Central de Législation, 43, boulevard F.-D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg

Imprimeur: Association momentanée Imprimerie Centrale / Victor Buck